

EN PRÉVISION DU MOIS DE RAMADAN

Une série de mesures annoncée

À l'approche du mois sacré de Ramadan 2025, le gouvernement se prépare activement pour garantir une offre suffisante de produits de consommation et assurer un approvisionnement fluide des marchés. S'appuyant sur le succès des mesures mises en place lors du Ramadan 2024, largement saluées pour leur efficacité, le ministère du Commerce, dirigé par Tayeb Zitouni, vise à réitérer cette performance en 2025. L'objectif est de garantir l'accès à des produits de qualité à des prix abordables, tout en assurant un Ramadan serein et équitable pour tous. P 3



RECENSEMENT ÉCONOMIQUE

La deuxième phase sera lancée le 27 janvier

Le ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national compte lancer la deuxième phase du recensement économique du produit national le 27 janvier, en vue de finaliser l'élaboration d'une base de données nationale, précise et exhaustive, de toutes les activités économiques, a indiqué, samedi à Alger, le ministre du secteur, Tayeb Zitouni.

P 3

HYDRAULIQUE

Les barrages remplis à 35%

Le taux de remplissage des barrages a atteint près de 35% au niveau national, un chiffre appelé à augmenter "considérablement" grâce aux dernières précipitations, a annoncé samedi le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal. «Le taux de remplissage des barrages a atteint, jusqu'au 16 janvier courant, 34,96% au niveau national, et devrait augmenter significativement, du fait des pluies abondantes ces derniers jours», a-t-il indiqué.

P 2

CULTURE DE CÉRÉALES ET DE MAÏS

Création de grands pôles spécialisés au Sud

L'Algérie a placé la sécurité alimentaire au cœur de ses priorités, et pour cela, elle a mis en place un ambitieux plan de modernisation de l'agriculture, destiné à accroître la production nationale de produits agricoles clés. En 2022-2023, le gouvernement a investi 200 milliards de dinars dans le secteur agricole pour soutenir le développement de l'investissement agricole, réguler la production et financer des projets structurels. Pour conforter les très bons résultats de ce secteur, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Youcef Cherfa, a fait état, jeudi à El-Oued, d'un programme visant la création de grands pôles agricoles spécialisés dans la culture de céréales et de maïs en grains dans cette wilaya.

P 5

ORAN

Levée des restrictions sur plus de 340 projets d'investissement P 2

LOI DE FINANCES 2025

Mesures fiscales en faveur de l'industrie cinématographique P 3

COMPLEXE DE TRITURATION DE GRAINES OLÉAGINEUSES KOTAMA AGRIFOOD

Bientôt en phase de production P 5

SON AMBASSADEUR L'A
SOULIGNÉ
L'Algérie, un
partenaire
essentiel pour le
Royaume-Uni

L'ambassadeur du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord en Algérie, M. James Robert Stephen Downer, a affirmé, jeudi, que l'Algérie est un partenaire essentiel pour le Royaume-Uni en Afrique. "Nous considérons que l'Algérie est un partenaire essentiel pour le Royaume-Uni en Afrique", a déclaré M. Downer au terme de la cérémonie de remise de ses lettres de créance au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, soulignant que le Gouvernement de son pays "est prêt à aller de l'avant dans le renforcement de sa coopération avec l'Algérie dans tous les domaines". Les relations entre l'Algérie et le Royaume-Uni sont "solides et reposent sur le partenariat et le respect mutuel", a-t-il ajouté, soulignant que les deux pays étaient "liés par des relations étroites dans les domaines du commerce, de la défense, de la culture et de l'éducation". Il a, par là même, souligné que son pays avait pris conscience de "l'intérêt porté par les Algériens à l'utilisation de la langue anglaise dans l'enseignement". A cette occasion, l'ambassadeur britannique a affiché la volonté de son pays de "développer son partenariat avec l'Algérie dans la lutte contre le changement climatique et pour relever les défis de la transformation dans le secteur énergétique" et de "renforcer davantage la dynamique de l'industrie et des services pour soutenir la croissance dans les deux pays". "Ensemble, nous pouvons faire plus pour relever les différents défis auxquels le monde est confronté aujourd'hui", a ajouté l'ambassadeur. Il a également mis en exergue "la coopération entre les deux pays au Conseil de sécurité des Nations Unies, notamment suite à l'accession de l'Algérie à la présidence de cet organe", appelant de ses vœux le renforcement de cette coopération entre les deux parties.

HYDRAULIQUE

Les barrages remplis à 35%

Le taux de remplissage des barrages a atteint près de 35% au niveau national, un chiffre appelé à augmenter "considérablement" grâce aux dernières précipitations, a annoncé samedi le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal.

Par Sirine R

«Le taux de remplissage des barrages a atteint, jusqu'au 16 janvier courant, 34,96% au niveau national, et devrait augmenter significativement, du fait des pluies abondantes ces derniers jours», a indiqué Derbal à la presse, en marge d'un colloque national des cadres du secteur organisé par son département pour la présentation du bilan et des perspectives du Service public dans le domaine de l'Hydraulique. M. Derbal a précisé que le plan du ministère pour l'approvisionnement des citoyens en eau potable était basé sur un scénario prévoyant l'absence totale de pluie au cours de l'année, soit le pire scénario, afin de garantir l'approvisionnement des citoyens «dans toutes les circonstances via les moyens mis à disposition par l'Etat». Concernant l'approvisionnement des citoyens en eau potable durant le mois de Ramadan prochain, Derbal a rappelé la prise de plusieurs mesures «pour remédier aux lacunes d'alimentation dans certaines régions, notamment en libérant des quan-

tités d'eau des barrages et en adaptant les horaires de distribution aux spécificités du mois sacré». Lors de la présentation du bilan du secteur de l'Hydraulique pour l'année 2024, le Secrétaire général du ministère de l'Hydraulique, Amar Bouguerroua, a indiqué que le taux de remplissage des barrages dans l'Ouest du pays avait sensiblement augmenté, atteignant 43,76% en 2024, contre 17,88% l'année précédente, tandis que les barrages de l'Est du pays ont atteint un taux de 53,45% en 2024, contre 60,12% en 2023. Quant aux barrages du centre du pays, ils ont enregistré une «stabilité» à 16,80%, contre 16,96% en 2023. Les eaux de surface, y compris celles des barrages, représentent 25% de la production d'eau en Algérie, soit 867 millions m3 par an, sur un total de 3,4 milliards m3 produits annuellement. Traitement de 590 millions de mètres cubes d'eaux usées par an Par ailleurs, le ministre a révélé que les systèmes d'assainissement actuels permettent de traiter près de 600 millions de mètres cubes d'eaux usées chaque année. « Actuellement, 590 millions de mètres cubes sont

traités chaque année, une quantité qui augmentera avec la mise en service des systèmes en cours de réalisation», dira-t-il, indiquant que « l'Algérie est désormais un leader dans le domaine de la collecte et du traitement des eaux usées. Devant les cadres de son ministère, Taha Derbal a déclaré que son département a mis en œuvre un programme national visant à développer le service public d'assainissement via des installations de traitement des eaux usées et leur réutilisation dans l'agriculture et l'industrie. L'année 2024 a été marquée par l'entrée en production de 324 nouveaux forages, avec une capacité de production de 290 000 mètres cubes par jour ; un programme d'urgence pour 109 forages supplémentaires, dont 41 sont achevés. La construction de 9 projets d'interconnexion entre barrages et de 4 nouveaux barrages avec une capacité totale de 300 millions de mètres cubes. La mise en œuvre de cinq grandes stations de dessalement d'eau de mer, qui devraient fournir 42 % de l'eau produite au niveau national d'ici le premier trimestre 2025.

ORAN

Levée des restrictions sur plus de 340 projets d'investissement

Par R E.

Les restrictions touchant 342 projets d'investissement bloqués pour diverses raisons ont été levées à la fin de l'année 2024, a-t-on appris, jeudi, auprès des services de la wilaya. La même source a précisé qu'au niveau de la Commission de wilaya chargée de la levée des restrictions concernant les projets d'investissement en suspens, "342 projets ont été débloqués parmi les 418 dossiers traités par cette

commission jusqu'à la fin de l'année dernière". Ces dossiers incluent 141 demandes de permis d'exploitation, 83 demandes de permis de construire, 56 demandes de certificats de conformité, 38 demandes de changement d'activité, 8 demandes de changement de dénomination sociale et 16 demandes de modification des décisions d'octroi du droit de concession, a détaillé la même source. Par ailleurs, durant l'année écoulée, 278 projets ont été enregis-

trés sur la plateforme numérique dédiée aux investisseurs, relevant du guichet unique décentralisé de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement à Oran (AAPI). Ces projets qui concernent les secteurs de l'agriculture, l'industrie, la construction, la santé, le tourisme, le transport, les services et les mines, devront générer quelque 10.000 emplois, a-t-on souligné. Il convient de rappeler que la wilaya d'Oran dispose de 35 zones d'activités couvrant une superfi-

cie totale de 1.243 hectares totalisant 2.219 assiettes de terrain, auxquelles s'ajouteront trois nouvelles micro-zones d'activités, situées dans les communes de Misserghine, Aïn El Bia et Tafraoui. Ces micro-zones d'activités permettront la création de 101 petites assiettes de terrain, conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors de la réunion gouvernement-walis organisée en décembre dernier.

UNIVERSITÉ D'ORAN 1

Ouverture de 61 postes de formation en doctorat pour 2024-2025

Soixante-un (61) postes de formation en doctorat pour la saison universitaire 2024-2025 ont été ouverts par l'Université d'Oran 1 Ahmed-Ben Bella, répartis sur plusieurs domaines, filières et spécialités, a-t-on appris, samedi, auprès de cet établissement de l'enseignement supérieur. Ces postes ont été ouverts au titre de l'année universitaire 2024-2025 dans quatre principaux domaines de formation, à savoir Mathématiques, Informatique (MI), Sciences de la vie (SNV), Sciences et Tech-

nologies (ST) et Sciences humaines et sociales. En tout sept filières sont concernées par ce concours, notamment les Sciences alimentaires, la Biotechnologie, l'hydrobiologie marine et continentale, l'Informatique, les Mathématiques, l'Optique et la mécanique de précision, ainsi que la Bibliothéconomie, a-t-on ajouté de même source. Ainsi, 32 postes ont été ouverts dans la filière informatique et ses spécialités : Data science (5 postes), Ingénierie des systèmes embarqués et parallélisme (5) in-

telligence Artificielle et ses applications (8), systèmes informatiques (5), systèmes informatiques des réseaux (9). Six (6) postes ont également été ouverts dans la filière Mathématiques, plus précisément dans la spécialité Mathématiques fondamentales et appliquées. Le domaine Sciences et technologie a vu l'ouverture de 3 postes pour la filière Optique et mécanique de précision. Pour le Domaine SNV, 18 postes ont été ouverts dans les filières Sciences alimentaires (6

postes), les biotechnologies (9 postes), ainsi que l'hydrobiologie marine continentale (3 postes). Pour les et Sciences humaines et sociales (SHS), 2 postes ont été ouverts pour la filière bibliothéconomie, ajoute-t-on de même source. Les candidats devront passer les épreuves de ce concours, le 8 février prochain, pour le domaine des Sciences humaine et sociales, le 15 février pour le domaine MI, et le 22 février pour les domaines ST et SNV, souligne-t-on de même source.

Quotidien economique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

EN PRÉVISION DU MOIS DE RAMADAN

Une série de mesures annoncée

À l'approche du mois sacré de Ramadan 2025, le gouvernement se prépare activement pour garantir une offre suffisante de produits de consommation et assurer un approvisionnement fluide des marchés. S'appuyant sur le succès des mesures mises en place lors du Ramadan 2024, largement saluées pour leur efficacité, le ministère du Commerce, dirigé par Tayeb Zitouni, vise à réitérer cette performance en 2025. L'objectif est de garantir l'accès à des produits de qualité à des prix abordables, tout en assurant un Ramadan serein et équitable pour tous.

Par Mourad A.

Lors de la rencontre nationale des cadres du secteur du commerce intérieur, organisée ce samedi au Palais des Expositions (SAFEX) à Alger, Tayeb Zitouni a mis en avant les enjeux stratégiques auxquels l'Algérie est confrontée, notamment en raison des crises mondiales. Il a souligné l'importance de garantir une sécurité alimentaire durable et de protéger le pouvoir d'achat des citoyens, tout en définissant des orientations claires pour un développement économique équilibré et inclusif.

Concernant les préparatifs pour le mois de Ramadan 2025, le ministre a annoncé la mise en place d'une réserve de 28 000 tonnes de viandes rouges et blanches pour faire face à la demande accrue pendant cette période. "Nous avons finalisé l'importation de viande rouge avec l'accord exceptionnel du président de la République, afin de soutenir la reconstitution du cheptel national", a-t-il déclaré. Après des défis liés à l'importation de viande rouge, il a précisé que l'importation avait été finalisée. Quant à la viande blanche, la situation s'est stabilisée et les stocks sont suffisants pour répondre aux besoins du marché à des prix raisonnables. L'approvisionnement sera ajusté en fonction de la consommation, avec une possibilité d'importation supplémentaire de 15 000 tonnes de viande blanche si nécessaire. Il a également invité les organisations professionnelles et les associations de consommateurs à participer activement à la gestion des marchés de proximité programmés, ainsi

qu'à proposer des réductions et des promotions pour alléger la charge des citoyens durant le mois de Ramadan. "Des marchés de proximité seront organisés dans chaque Daira afin d'assurer un approvisionnement direct entre producteurs et consommateurs. Cette initiative vise à faciliter l'accès aux denrées essentielles et à soutenir l'économie locale", a-t-il ajouté.

Face aux fluctuations des marchés et aux pressions inflationnistes, Tayeb Zitouni a présenté un programme ambitieux axé sur la régulation proactive du marché et l'approvisionnement régulier en produits essentiels. Ce plan repose sur une collaboration étroite entre les secteurs de l'agriculture, de l'industrie, du commerce extérieur et les collectivités locales. Sous la supervision des walis, des comités locaux surveilleront quotidiennement la situation des marchés et interviendront rapidement pour corriger les déséquilibres. "Il est crucial de moderniser nos outils de régulation économique à travers la numérisation, afin de renforcer la transparence et l'efficacité des mécanismes de contrôle, notamment pour le commerce électronique en pleine expansion", a-t-il expliqué.

Réformes structurelles et relance de "Magro"

Le ministre a rappelé que l'Algérie dispose de ressources naturelles et matérielles considérables, qui, si elles sont exploitées de manière optimale, permettraient d'atteindre l'autosuffisance alimentaire. La sécurité alimentaire ne se limite plus à un enjeu intérieur, mais est désormais un pilier

fondamental de la stratégie nationale de développement. Dans ce cadre, des efforts soutenus sont engagés pour renforcer la production agricole et industrielle, développer des stocks de sécurité et promouvoir les produits locaux, moteurs essentiels de la diversification économique. Dans le cadre de la restructuration globale du secteur, le ministre a annoncé plusieurs réformes législatives et réglementaires destinées à améliorer la transparence des marchés et à protéger les consommateurs. Parmi les initiatives phares, Tayeb Zitouni a déclaré : "La relance de l'entreprise publique 'Magro', spécialisée dans la gestion des marchés régionaux de fruits et légumes, est un projet essentiel pour moderniser ses infrastructures et renforcer son rôle dans l'approvisionnement national. Il soutiendra également les réseaux de distribution modernes et encouragera les investissements dans les infrastructures commerciales." Un recensement économique complet prévu pour 2025 permettra d'évaluer précisément les capacités de production et de réorienter les investissements vers les secteurs stratégiques, assurant ainsi une meilleure efficacité des politiques publiques.

En conclusion, Tayeb Zitouni a réaffirmé la détermination du gouvernement à protéger le pouvoir d'achat et à garantir la sécurité alimentaire, malgré les défis économiques et géopolitiques. Avec une vision résolument tournée vers l'avenir, il a insisté sur la nécessité d'une mobilisation collective, tant des acteurs publics que privés, pour assurer un développement durable et offrir aux citoyens un avenir prospère et stable.

RECENSEMENT ÉCONOMIQUE

La deuxième phase sera lancée le 27 janvier

Le ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national compte lancer la deuxième phase du recensement économique du produit national le 27 janvier, en vue de finaliser l'élaboration d'une base de données nationale, précise et exhaustive, de toutes les activités économiques, a indiqué, samedi à Alger, le ministre du secteur, Tayeb Zitouni. Dans une déclaration à la presse en marge

des travaux de la Rencontre nationale des cadres du secteur, M. Zitouni a précisé que "la deuxième phase du recensement national économique sera lancée le 27 janvier", en coordination avec la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI), soulignant que cette opération permettra de "répondre à la demande nationale et d'assurer la sécurité alimentaire à travers une base de données, précise et

exhaustive, de toutes les activités économiques". Grâce à ce recensement, dont la première phase a été lancée le 7 mai 2023, "il sera procédé à la définition exacte des capacités de production nationales et à l'élaboration d'un fichier national des différentes unités de production, en recourant à la numérisation, pour permettre aux pouvoirs publics d'encadrer l'opération d'importation, d'orienter les opérations

d'investissement et de mieux les répartir sur l'ensemble du territoire national afin de créer des pôles industriels spécialisés", selon le ministre. A cette occasion, M. Zitouni a souligné "la nécessité d'associer l'ensemble des intervenants pour assurer le succès de cette opération qui vient combler le vide constaté dans les études et les statistiques, au vu de leur importance majeure". R. E.

FEMME RURALE

Des formations adaptées aux spécificités de chaque région

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Soraya Mouloudji, a indiqué, jeudi à El Tarf, que son département veillera à encadrer des formations dans les wilayas du pays, au profit de la femme rurale, "selon un plan d'action adapté aux spécificités de chaque région". Ces formations, fondées sur les caractéristiques socio-économiques de chacune des régions, "s'inscriront dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'intégration économique de la femme rurale", a-t-elle

souligné lors du lancement d'une formation au profit de la femme rurale dans les spécialités agricoles, au sein de la Chambre de l'artisanat et des métiers de la commune d'El Kala. Mme Mouloudji a précisé, lors de sa visite de travail dans la wilaya d'El Tarf, que ces formations seront dispensées en coordination avec les centres de recherche, les universités, les chambres de l'artisanat et des métiers, les centres de formation professionnelle et les antennes régionales de l'Agence de développement social. Lors de sa visite du Salon de la femme au

foyer et de la femme rurale, bénéficiaires des mesures de soutien de l'Etat, la ministre a réitéré la volonté de son secteur d'accompagner ces femmes afin de concrétiser leurs idées sur le terrain par la création de petites entreprises. Elle a ajouté que des espaces seront créés en coordination avec les collectivités locales, pour commercialiser les produits des femmes rurales et des artisans afin de valoriser leurs activités et leurs efforts, avant de révéler que des expositions de femmes et de familles productives seront organisées en février pour présenter et

promouvoir leurs produits. Présidant le lancement d'une campagne de sensibilisation aux programmes et mécanismes d'intégration de la femme rurale dans le processus productif national, la ministre a indiqué que son secteur "a lancé, ce mois-ci, des campagnes de sensibilisation dans toutes les wilayas du pays pour présenter les différents mécanismes mis en place pour bénéficier des programmes de soutien fournis par l'Etat, notamment ceux de l'Agence nationale de gestion du microcrédit et ceux prévus dans la loi portant statut de l'auto-entrepreneur.

COMMERCE

Lancement des ateliers de travail de la rencontre nationale des cadres du secteur

Le ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Tayeb Zitouni a présidé, vendredi, au Palais des Expositions (Alger), l'installation et le lancement des ateliers de travail de la rencontre nationale des cadres du secteur prévue ce samedi, a indiqué un communiqué du ministère. Le ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national organise, les 17 et 18 janvier, une rencontre nationale des cadres du secteur, avec la participation des directeurs régionaux et de wilayas ainsi que des cadres centraux du ministère. Lors de la première journée de cette rencontre, le ministre a participé à l'enrichissement du débat qui a porté sur l'approvisionnement et la régulation du marché, le contrôle économique et la répression de la fraude, ainsi que la modernisation du secteur. Il a également pris connaissance des propositions formulées par les différents intervenants, selon la même source. Dans ce cadre, M. Zitouni a souligné la nécessité d'adopter des solutions pratiques pour réaliser la transition économique et renforcer le commerce intérieur, mais aussi des recommandations opérationnelles pour améliorer la performance du secteur du commerce, réaliser les objectifs visant à optimiser les services et protéger le pouvoir d'achat des citoyens. Le ministre a insisté également sur la complémentarité des efforts entre les différents cadres du secteur en prévision du mois sacré de Ramadhan, mettant l'accent sur l'importance du travail sur le terrain pour la mise en œuvre concrète et efficace des recommandations et conclusions de la rencontre nationale des cadres.

MARCHÉ MONDIAL DU SOJA

Vers une nouvelle tempête en 2025

La Chine est le moteur de la demande mondiale de soja. Le pays qui dépend à plus de 80 % du marché international pour ses besoins de consommation pourrait connaître cette année une perturbation de son approvisionnement depuis les USA.

A moins d'une semaine de l'investiture de Donald Trump, prévue pour le 20 janvier, le marché du soja tient son souffle. Entre fébrilité et inquiétudes, les acteurs du marché attendent les premières annonces du nouveau dirigeant, susceptibles de déclencher un nouvel épisode de la guerre commerciale avec la Chine...

Si l'heure est à l'inquiétude sur le marché, c'est parce que le soja pourrait être pris encore une fois dans le feu de l'escalade tarifaire entre la Chine et les USA. Donald Trump a en effet fait de l'imposition des droits de douane un axe majeur de sa politique commerciale annonçant une surtaxe globale de 10 à 20 % sur l'ensemble des produits étrangers importés par les USA et promettant d'aller jusqu'à 60 % pour certaines marchandises en provenance de la Chine. De quoi rappeler de mauvais souvenirs sur le marché.

En effet, au plus fort de la bataille tarifaire entre les deux pays en 2018-2019, la graine avait déjà été l'une des principales matières premières touchées par des mesures de riposte de l'empire du Milieu. En réponse aux impositions de l'administration Trump, la Chine avait imposé un tarif de 25 % sur le soja américain. Cette situation a conduit à la baisse drastique des exportations américaines vers la Chine.

MONNAIES

Le dollar stable face à la monnaie unique

Le dollar reste mitigé vendredi, le marché restant prudent avant l'investiture lundi du président élu Donald Trump et après des commentaires d'un responsable de la Réserve fédérale américaine (Fed). Le billet vert est quasiment stable (-0,03%) par rapport à la monnaie unique, à 1,0304 dollar pour un euro. Il prend cependant 0,29% face à la livre, toujours à la peine en raison d'une économie britannique stagnante, à 1,2204 dollar. "Après de solides gains au cours des deux derniers mois, les acteurs du marché attendent désormais la confirmation que Trump mettra en oeuvre des hausses tarifaires agressives, anticipées au début de son deuxième mandat, pour encourager une

nouvelle force du dollar américain", notent des analystes. De telles mesures pourraient doper l'inflation aux Etats-Unis, retardant de nouvelles baisses de taux de la banque centrale américaine, de quoi renforcer l'attrait pour le billet vert. Un des gouverneurs de la Fed, Christopher Waller, n'a également pas exclu jeudi que l'institution décide d'abaisser ses taux jusqu'à quatre fois en 2025, si les chiffres de l'inflation sont bien orientés. M. Waller s'est également "montré ouvert à une baisse des taux dès le mois de mars", ce qui a "contrecarré" l'hypothèse d'une attitude plus ferme de la Fed sur les taux, portée par un emploi américain solide, précisent les analystes.

Dernière composition de DZAIINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	420,00	NC	0,00	-0,27	-1,45	8,10	7,14	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 350,00	NC	0,00	0,20	1,93	7,05	7,86	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 273,00	2280,00	0,31	1,33	0,01	11,99	5,48	30043	68 498 040,00
EGH EL AURASSI	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-3,27	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-11,52	2,03	-	0	0,00

LOI DE FINANCES 2025

Mesures fiscales en faveur de l'industrie cinématographique

La loi de finances 2025 prévoit des mesures fiscales en faveur de l'industrie cinématographique en Algérie, à travers l'institution de plusieurs taxes et redevances pour alimenter le Fonds national pour le développement de la technique et de l'industrie cinématographiques, un fonds public d'aide à la production cinématographique en Algérie. Signé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, ce texte réglementaire, paru au Journal officiel n 84, prévoit dans son article 117, modifiant et complétant les dispositions de l'article 63 de la loi de finances complémentaire pour 2010, l'institution d'une taxe publicitaire mensuelle au taux de 2%, applicable au chiffre d'affaires réalisé dans le cadre de l'activité publicitaire. Le produit de cette taxe est affecté au profit du budget de l'Etat (50 %), au compte d'affectation spéciale n 302-157 intitulé "Fonds national pour le développement de la technique et de l'industrie cinématographiques"

(25%), et au compte d'affectation spéciale n 302-156 intitulé "Fonds d'aide à la presse écrite, audiovisuelle, électronique et des actions de formation et de perfectionnement des journalistes et des professionnels de la presse" (25%). D'autre part, l'article 121 de cette même loi institue une taxe au profit du "Fonds national pour le développement de la technique et de l'industrie cinématographiques", sur la délivrance des autorisations et visas liés à l'industrie cinématographique. Les tarifs appliqués sur la délivrance des autorisations et visas liés à l'industrie cinématographique sont fixés comme suit: tournage cinématographique (20.000 DA), activité d'entreprise cinématographique (20.000 DA), activité de distribution de films cinématographiques (20.000 DA), activité d'exploitation de salles de cinéma (20.000 DA), activité de reproduction et de distribution des vidéos (20.000 DA), visa pour l'exploitation commerciale de films cinématogra-

phiques (10.000 DA), déclaration d'exercice de l'activité relative aux services cinématographiques (20.000 DA), et déclaration d'exercice des activités d'exploitation cinématographique à travers les supports d'enregistrement et de diffusion sur les plates-formes électroniques (20.000 DA). Selon les dispositions de cet article (121), le renouvellement des autorisations et visas liés à l'industrie cinématographique est soumis au paiement des mêmes taxes (susmentionnées), perçues par le receveur des impôts habilité, comme en matière de droit de timbre. Toujours dans le cadre des mesures visant à soutenir l'industrie cinématographique, l'article 222 de cette loi prévoit, d'autre part, l'ouverture dans les écritures du Trésor d'un compte d'affectation spéciale n 302-157, intitulé "Fonds national pour le développement de la technique et de l'industrie cinématographiques".

CLIMAT

Hausse record du CO2 dans l'atmosphère en 2024

respecter la limite des 1,5 degré de réchauffement de la planète par rapport à l'ère pré-industrielle, objectif le plus ambitieux fixé par l'accord de Paris en 2015 pour éviter les pires conséquences du dérèglement climatique. En 2024, le niveau de CO2 dans l'atmosphère, relevé par l'observatoire de Mauna Loa à Hawaï s'est accru de 3,58 parties par million (ppm). Un niveau bien supérieur à la prévision du Met Office (2,84 ppm, voire 3,38 ppm pour sa projection la plus pessimiste). Les mesures de l'observatoire de Mauna Loa, appelées Courbe de Keeling, ont démarré en 1958 et constituent les plus

anciennes données sur la concentration de CO2 dans l'atmosphère. La hausse de CO2 - gaz responsable d'environ 64% du réchauffement climatique-- et d'autres gaz à effet de serre, tels que le méthane, ont poussé les températures à des niveaux record en 2024. Les trois principaux gaz à effet de serre sont le dioxyde de carbone (CO2), le méthane (CH4) et le protoxyde d'azote (N2O). La semaine dernière, Copernicus, l'observatoire européen du climat, a déclaré que 2024 avait bel et bien été la plus chaude jamais enregistrée depuis le début des statistiques en 1850.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية وإسعة الإستهلاك ليوم 15 جانفي 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date : 15 janvier 2025

Prix du détail ¹ DA / Kg		أسعار التجزئة ² دج / كـلـغـ			المنتجات
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	78	98	58	البطاطا
	Tomate	96	112	80	الطماطم
	Oignon sec	50	56	43	البصل الجاف
	Ail sec	487	551	422	الثوم الجاف
	Carotte	70	79	60	الجزر
	Navet	82	92	72	لفت
	Choux fleur	70	79	60	قرنبيط
	Choux	78	87	69	الكرنب
	Courgette	180	196	164	الحكوسة
	Haricot vert	311	333	289	الفاصولياء الخضراء
Fruits frais	Laitue	101	114	88	الخس
	Clémentine	120	150	111	الكلية مونتين
	Mandarine	102	135	112	المندرين
	Orange	115	140	90	البرتقال
	Citron	123	140	105	الليمون
	Pomme locale	403	509	296	التفاح المحلي
	Datte	525	661	390	التمر
Produits d'origine animale	Banane	407	422	392	الموز
	Viande bovine locale	1761	1888	1634	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	369	381	357	الدجاج
	Œufs (Unité)	18	20	17	البيض (وحدة)
المنتجات ذات الأصل الحيواني	Lait de vache (Litre)	98	103	92	حليب البقر (لتر)

CULTURE DE CÉRÉALES ET DE MAÏS

Création de grands pôles spécialisés au Sud

L'Algérie a placé la sécurité alimentaire au cœur de ses priorités, et pour cela, elle a mis en place un ambitieux plan de modernisation de l'agriculture, destiné à accroître la production nationale de produits agricoles clés. En 2022-2023, le gouvernement a investi 200 milliards de dinars dans le secteur agricole pour soutenir le développement de l'investissement agricole, réguler la production et financer des projets structurels. Pour conforter les très bons résultats de ce secteur, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Youcef Cherfa, a fait état, jeudi à El-Oued, d'un programme visant la création de grands pôles agricoles spécialisés dans la culture de céréales et de maïs en grains dans cette wilaya.

Par Réda Hadi

En somme, et dans le cadre de sa stratégie agricole, l'Algérie est partie à la conquête du désert. Plusieurs centaines de milliers d'hectares de terres sont cultivés dans le Sahara algérien. Une région considérée comme le futur El Dorado agricole algérien. Aussi, Cherfa dans une déclaration à la presse en marge de sa visite de travail dans cette collectivité, il a indiqué que le ministère qu'il représente s'attèle à "l'élaboration d'un programme concernant la région du Souf et portant sur la création de grands pôles spécialisés dans la culture des céréales et du maïs en grains". Dans une déclaration à la presse en marge de sa visite de travail dans cette collectivité, M. Cherfa a indiqué que le ministère qu'il représente s'attèle à «l'élaboration d'un programme concernant la région du Souf et portant sur la création de grands pôles spécialisés dans la culture des céréales et du maïs en grains». «Ce programme intervient en application des recom-

mandations des hautes autorités du pays et visant à encourager et développer les cultures stratégiques en vue d'atteindre l'autosuffisance et la sécurité alimentaires», a souligné le ministre. Il a expliqué, à ce propos, qu'il sera procédé, dans le cadre des démarches visant la mise en place des pôles en question, à la création de nouveaux périmètres dans les zones à vocations agricoles, réservés à différentes cultures stratégiques, telles que les céréales. Le ministère s'emploie aussi à développer les cultures maraichères de saison dans la région, en mettant en place les mécanismes de soutien logistique et d'accompagnement technique, notamment l'électrification agricole et les pistes agricoles, en adéquation avec les choix stratégiques adoptés par les pouvoirs publics afin de réaliser un bond qualitatif dans la production agricole, végétale et animale. Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche a fait part, en outre, de l'installation de com-

missions nationales chargées de dégager des solutions pratiques aux défis que rencontre le secteur, parmi lesquelles la régularisation des questions liées au foncier agricole et la recherche de mécanismes pour la création de chambres froides au niveau des exploitations agricoles, en plus de développer les filières du lait et des viandes. Tous sont unanimes à dire que l'Algérie a décidé de mettre le paquet pour développer une agriculture stratégique lui assurant sa sécurité alimentaire, et ce qui était auparavant un simple slogan et un projet théorique est devenu aujourd'hui une réalité palpable. L'investissement agricole au sud est actuellement au diapason avec l'action du gouvernement, qui s'attelle à l'élaboration du cadre juridique et réglementaire pour encadrer ce secteur. L'objectif est celui de créer de mégapoles intégrées pour le développement des filières stratégiques afin d'assurer la sécurité alimentaire et l'exportation de l'excédent. L'annonce de Cherfa à El Oued ne fait qu'entériner les objectifs fixés.

COMPLEXE DE TRITURATION DE GRAINES OLÉAGINEUSES KOTAMA AGRIFOOD Bientôt en phase de production

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Sifi Ghrieb, a indiqué, jeudi à Jijel, que le complexe de trituration de graines oléagineuses et d'extraction d'huiles végétales "Kotama Agrifood", situé à Bazoul (commune de Taher), entrera "bientôt" en phase de production. Dans une déclaration à la presse en marge d'une visite de travail dans la wilaya de Jijel, le ministre a souligné que cette entreprise économique entrera «prochainement» en phase de production «grâce aux ingénieurs algériens qui ont su relever le défi de relancer ce projet qui s'était trouvé dans une situation très difficile». Ghrieb a ajouté que la situation actuelle en termes d'avancement des travaux est «encourageante», le taux de réalisation ayant atteint un niveau «très acceptable» et pourra bientôt produire la matière première pour l'huile ainsi que du tourteau. La réalisation de ce projet relevant du groupe Madar, situé au port de Djen Djen, dans la commune de Taher, a atteint, à décembre 2024, un taux d'avancement de 92%, selon les explications fournies sur le site par les responsables du complexe qui ont souligné que l'usine, spécialisée dans l'extraction d'huiles végétales brutes à partir du soja, se compose d'une unité de trituration des graines oléagineuses et d'extraction des huiles végétales brutes, d'une unité de stockage de la matière première (soja) et d'une unité de stockage du produit final et de commercialisation des huiles. Une fois opérationnel, le complexe sera en mesure de répondre à 40 % des besoins nationaux en huiles végétales brutes et à 60 % des besoins en tourteau (sous-produit solide obtenus après extraction de l'huile des graines oléagineuses, utilisé en alimentation animale). D'autre part, lors de l'inspection d'un certain nombre d'entreprises économiques relevant de son secteur, telles que l'entreprise Jumagro à Taher (transformation des fruits et légumes) et la Société africaine du verre (Africaver) et l'usine de production de seringues médicales en plastique, dans la commune d'Emir-Abdelkader, M. Sifi Ghrieb a souligné «l'importance de se conformer aux normes de production internationales pour soutenir le développement économique local et renforcer la compétitivité des produits nationaux sur les marchés mondiaux, et de former les travailleurs à l'entretien des différents équipements afin d'assurer leur longévité».

R. E.

ENERGIE

Plus de 70.000 périmètres agricoles raccordés au réseau électrique

Plus de 70.000 périmètres agricoles ont été raccordés au réseau électrique à travers le territoire national, depuis le début de l'opération à la fin 2021, a déclaré jeudi à Bouira le ministre d'Etat, ministre de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, Mohamed Arkab. S'exprimant lors d'un point de presse tenu en marge de sa visite à Bouira, où il a mis en service plusieurs réalisations énergétiques, le ministre a annoncé qu'au niveau national, 70.000 périmètres agricoles ont été raccordés au réseau électrique depuis le début de l'opération fin 2021, soulignant, à l'occasion, l'ampleur des projets réalisés jusqu'ici dans cette wilaya, notamment ceux portant sur le raccordement des zones industrielles et des périmètres agricoles. A Bouira qui compte 571 exploitations agricoles concernées par le raccordement, 516 ont déjà été alimentées. "C'est un nombre très important et l'opération se poursuit", s'est réjoui M. Arkab. "Bouira est à vocation agricole par excellence, et ce genre de projet lui permet de booster le secteur agricole ainsi que l'industrie agro-alimentaire, et nous sommes prêts à faire

plus d'efforts", a-t-il dit, ajoutant que toutes les conditions sont réunies pour attirer les investisseurs activant dans l'agro-alimentaire, l'agriculture, ainsi que dans les autres industries". Le ministre a réaffirmé son engagement à travailler davantage pour répondre à toutes les demandes des investisseurs dans la wilaya de Bouira, ainsi qu'à l'échelle nationale, "afin de booster le secteur industriel et agricole", a-t-il dit. Il a saisi l'occasion pour saluer les autorités locales pour leurs efforts "considérables" pour le raccordement des zones industrielles et des périmètres agricoles, grâce auxquels, "nous avons réalisé tous ces projets importants et nous allons poursuivre notre travail avec cette même cadence en vue d'atteindre les objectifs tracés dans le programme du gouvernement visant à couvrir tous les périmètres agricoles ainsi que les zones industrielles et les zones d'activités en énergie", a-t-il souligné. M. Arkab a aussi salué la société Sonelgaz pour ses efforts dans ce domaine. "Sonelgaz a fait de grands pas ces dernières années pour couvrir les besoins en électricité et en gaz dans le secteur agricole et indus-

triel et des citoyens à Bouira", Le ministre, qui a visité la zone industrielle d'Oued El Bardi, a écouté un exposé sur le secteur de l'énergie et les projets liés notamment au raccordement des zones industrielles de Sidi Khaled à Oued El Bardi et de Dirah. La zone industrielle de Sidi Khaled qui abrite des dizaines de projets, a déjà été alimentée en énergie électrique pour permettre aux investisseurs de réaliser et de mettre en service leurs projets, dont 14 sont déjà opérationnels. Quant à la zone de Dirah, qui s'étend sur plus de 250 hectares, le ministre a assuré que "toutes les conditions sont réunies" pour son alimentation en énergie électrique afin de booster l'investissement industriel dans la wilaya qui jouit d'une position stratégique et dispose de toutes les potentialités nécessaires. Au cours de sa visite, M. Arkab, s'est rendu également dans la localité enclavée de Zaouia (commune d'El Mokrani), où il a mis en service un projet de raccordement au réseau de gaz naturel au profit de 48 foyers pour un montant de près de 19 millions de DA et d'un autre au bénéfice de 148 foyers du village Ouzouaghen (com-

mune d'Ath Mansour). Le ministre a aussi mis en service un poste transformateur électrique d'une capacité de 30 KV dans la localité de Guemgouma (El Asnam). A M'Cheddallah il a inauguré un projet de raccordement en électricité de plusieurs puits réalisés dans la localité dite Thamourth Ouzemmour au profit des investisseurs agricoles Alouache Amar et Mechnane Ali. "Notre visite à Bouira est très importante, car elle nous a permis de mettre en service des réalisations énergétiques, surtout des postes transformateurs et de nouvelles sources électriques qui nous permettent aussi d'atteindre un taux de couverture de 71 % en ce qui concerne l'alimentation des périmètres agricoles et des zones industrielles et d'activité avec le concours et l'important apport de la wilaya et des autres services", a-t-il dit. Avant de clôturer sa visite, le ministre a assuré que les efforts du secteur se poursuivent pour réaliser à l'avenir d'autres projets, dont un poste transformateur de 220/60 kv à Sour El Ghouzlane (Sud de Bouira).

R. E.

ÉLECTRIFICATION DES
EXPLOITATIONS
AGRICOLES

Le Processus
s'accélère à Oum
el Bouaghi

La wilaya d'Oum El Bouaghi intensifie ses efforts pour raccorder les exploitations agricoles à haut rendement au réseau électrique. Lors d'une réunion tenue sous la présidence du chef de l'exécutif, la commission de wilaya chargée de l'étude des demandes de raccordement formulées par les investisseurs a examiné de nouveaux dossiers, sous la présidence du wali. Lors de l'ouverture des travaux, le Directeur des Services Agricoles (DSA) a présenté un bilan détaillé de la situation, basé sur les visites effectuées par la commission le 7 octobre 2024. Sur les 940 exploitations initialement programmées, 778 ont vu leurs travaux démarrer. Parmi celles-ci, 735 exploitations sont désormais connectées, dont 711 déjà mises en service, tandis que 43 autres sont en cours de connexion. Au cours de cette réunion, la commission a également étudié les cas de 18 exploitations agricoles à haut rendement nécessitant un raccordement au réseau électrique. Seize d'entre eux ont reçu un avis favorable, alors que deux dossiers ont été ajoutés dans l'attente d'une régularisation de la situation juridique des terres concernées. Prenant la parole, le chef de l'exécutif a émis des directives fermes visant à renforcer l'accompagnement effectif des fellahs et à les assister dans la concrétisation de leurs activités, comme préconisé par les pouvoirs publics dans le cadre de la stratégie nationale de sécurité alimentaire.

ANNABA

Les projets de l'efficacité énergétique intéressent les participants au salon Batimex

Les projets de l'efficacité énergétique initiés par l'Agence nationale pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (APRUE) ont intéressé jeudi à Annaba les participants aux conférences organisées au 2^e jour du Salon international du Bâtiment et de l'aménagement, Batimex.

Les intervenants ont mis l'accent sur les méthodes de maîtrise des indicateurs de l'efficacité énergétique et leur intégration en tant que norme de l'efficacité économique dans les projets de bâtiment. Tahar Moussaoui, architecte et cadre de l'APRUE, a exposé les divers indices de l'efficacité énergétique et les efforts de l'agence APRUE pour encourager les projets de maîtrise l'efficacité énergétique. L'Algérie s'oriente vers l'économie de près de 10 % de l'énergie exploitée d'ici 2030 et ce taux atteindra près de 30 % vers 2035, a ajouté l'intervenant estimant

que l'encouragement des projets de l'efficacité énergétique constitue dans cette perspective un principe fondamentale pour y parvenir. Le portail électronique ouvert par l'APRUE et le programme de soutien pour ce type de projets reflètent la grande détermination des pouvoirs publics à remporter le défi de l'efficacité énergétique, a assuré le même cadre. D'autres interventions ont été présentées durant ces conférences sur les effets de l'intelligence artificielle sur l'esthétique en urbanisme et architecture, l'architecture arabo-islamique et l'architecture des mosquées entre le passé et le présent.

Les visiteurs du salon Batimex, parmi lesquels des professionnels du bâtiment et de l'urbanisme, ont continué d'affluer vers les divers stands de la manifestation pour découvrir les produits innovants exposés liés à l'économie de l'énergie et à la protection de l'environnement. Le salon Batimex qui se tient pendant trois jours à l'hôtel Sheraton Annaba est organisé par l'entreprise de communication Eleven Event avec la participation de 100 opérateurs et fabricants de divers produits du bâtiment, d'équipement et Spécialisés dans l'aménagement intérieur et extérieur.

RÉALISATION D'UNE CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE À OULED FADEL À BATNA

Le projet livré avant fin mai prochain

La centrale photovoltaïque en cours de réalisation dans la commune d'Ouled Fadel, à Batna, sera réceptionnée et mise en service » avant fin mai prochain », a affirmé, le directeur de wilaya de l'énergie et des mines, Abdelhamid Maâfa. La centrale, en construction sur un site de 160 hectares, dotée d'une enveloppe financière de

7,8 milliards de dinars, aura une capacité de 80 mégawatts, selon le même responsable qui a souligné que la mise en service de cet équipement permettra de renforcer le réseau électrique national. L'opération s'inscrit dans le cadre de l'orientation du pays vers l'utilisation des énergies renouvelables en matière de production d'électricité, a en-

core indiqué M. Maafa, rappelant que la wilaya de Batna a bénéficié, dans ce cadre, d'un important programme portant sur la réalisation de 8 centrales photovoltaïques d'une capacité totale de 400 mégawatts. Les autres centrales programmées, actuellement en phase d'études, sont situées dans les communes d'Arris, de Boume-gueur, de Seriana, d'Oued El

Ma, de Merouana, de Seggana et de Barika, selon le même responsable qui a souligné que les terrains où devront être implantés ces équipements ont été » inspectés et sélectionnés » par le groupe Sonelgaz, maître d'ouvrage, et que leur construction est prévue au titre des programmes des exercices 2026 et 2027.

EL-MENIAA

Un projet algéro-italien pour la culture de canne à sucre et des céréales en perspective

Un projet algéro-italien pour la culture de canne à sucre et des céréales, toutes variétés confondues, sera prochainement réalisé sur une superficie de 50 hectares dans la commune de Hassi El-Gara (Sud d'El-Meniaa), a-t-on appris jeudi des services de

la wilaya. Lors d'une réunion s'est tenue au siège de la wilaya, en présence des promoteurs de projet, la direction locale des services agricoles (DSA) a présenté un exposé sur les superficies disponibles et les potentialités agricoles de la région, a-t-on fait savoir.

Ce projet s'inscrit dans le cadre des facilités offertes par le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, notamment à travers le dispositif du "couloir vert" dédié aux grands investissements agricoles, a précisé à l'APS le directeur du sec-

teur, Mosbah Youcef. Les porteurs du projet ont particulièrement apprécié les atouts naturels de la région, notamment les ressources hydriques abondantes, les terres fertiles et le climat favorable aux cultures stratégiques. La wilaya d'El-Meniaa enregistre

actuellement une hausse notable des investissements étrangers dans le secteur agricole, grâce à la nouvelle loi relative à l'investissement, qui offre de nombreux avantages et garanties aux investisseurs étrangers en Algérie.

TLEMCEN

Plus de 800 permis de forage de puits délivrés en 2024

La direction des Ressources en eau de la wilaya de Tlemcen a délivré 806 permis de forage de puits, au cours de l'année 2024, par l'intermédiaire du guichet unique dédié à cette opération, a indiqué le chef du service de mobilisation des Ressources en eau, Djelloul Samir Sidi Mohamed. Le responsable a déclaré, à l'APS, que durant l'année dernière, 2.149 dossiers relatifs au forage de puits ont été reçus, parmi lesquels 1.207 ont été approuvés. 806 permis ont été remis aux bénéficiaires et le reste sera distribué progressivement, selon les quotas. Il a

précisé que ces permis ont été accordés aux agriculteurs et investisseurs dans le cadre des facilités mises en place à leur profit, dont la possibilité du fonçage dans des zones dites « rouges » pour les agriculteurs propriétaires de grandes superficies agricoles, qui leur permet de forer à plus de 20 mètres de profondeur pour exploiter les eaux souterraines pour l'irrigation de leurs terres. Les investisseurs ayant des projets importants à proximité de ces zones ont reçu des permis de fonçage de puits à des profondeurs supérieures à 30 mètres, a-t-on ajouté. L'étude des dossiers

de forage est effectuée par les membres du guichet unique, qui regroupe des représentants des secteurs des ressources en eau, de l'agriculture, de l'environnement, de l'Agence nationale des ressources en eau et de l'Agence nationale pour la gestion intégrée des ressources en eau, selon le responsable, qui a indiqué que l'étude est réalisée chaque fin de semaine. M. Djelloul Samir a souligné que les raisons du refus des autres dossiers sont liées à l'interdiction de forer des puits dans les zones rouges où se trouvent des nappes phréatiques relevant de la direction des Ressources en eau,

comme c'est le cas dans les communes de Beni Boussaid et Beni Smail, afin de préserver les eaux souterraines. Cela concerne également les zones proches des sorties de barrages, des réseaux de distribution d'eau potable, des sources et des zones urbaines. Avant l'octroi des autorisations de fonçage, deux études géotechnique et géo-hydrologique sont menées pour définir avec précision le type de forage, la profondeur du puits et la quantité d'eau pouvant être extraite quotidiennement, ces critères devant être respectés lors de l'opération de fonçage et d'exploitation des puits, a-t-on conclu.

POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Trump affronte une Chine toujours plus puissante et affirmée

*Peut-il gérer les relations entre les États-Unis et la Chine sans précipiter la Troisième Guerre mondiale ?*1^{ère} partie

Par Par Michael T. Klare(*)

Gaza, Haïti, Iran, Israël, Liban, Russie, Syrie, Ukraine et Venezuela : le président élu Donald Trump ne manquera pas de défis en matière de politique étrangère lorsqu'il prendra ses fonctions en janvier. Cependant, aucun ne se rapproche de la Chine en termes de portée, d'échelle ou de complexité. Aucun autre pays n'a la capacité de résister à son antagonisme prévisible avec autant de force et de ténacité, et aucun ne suscite autant d'hostilité et d'indignation chez les Républicains MAGA [Make America Great Again]. En bref, la Chine va certainement mettre le président Trump dans une situation difficile la deuxième fois : il peut soit choisir de conclure des accords avec Pékin et risquer d'être taxé d'apaisement par les faucons anti-Pékin de son parti, soit punir et encercler davantage Pékin, au risque d'un affrontement potentiellement violent et peut-être même d'une escalade nucléaire. La manière dont il choisira de résoudre ce dilemme constituera certainement le test international le plus important de son second mandat. Ne vous y trompez pas : les membres de l'entourage de Trump chargés d'élaborer la politique étrangère considèrent véritablement la Chine comme « The Big One. » Bien qu'ils imaginent de nombreux défis internationaux à leur stratégie « America First », seule la Chine représente, selon eux, une véritable menace pour le maintien de la domination mondiale de ce pays.

« Je suis convaincu que le Parti communiste chinois est entré dans une Guerre froide avec les États-Unis et qu'il vise explicitement à remplacer l'ordre mondial libéral dirigé par l'Occident qui est en place depuis la Seconde Guerre mondiale », a déclaré le représentant Michael Waltz, choisi par Trump comme conseiller à la sécurité nationale, lors d'un événement organisé en 2023 par le Conseil de l'Atlantique. « Nous sommes engagés dans une course mondiale aux armements avec un adversaire qui, comme aucun autre dans l'histoire des États-Unis, a la capacité économique et militaire de nous supplanter et de nous remplacer. »

Pour Waltz et d'autres membres de l'entourage de Trump, la Chine représente une menace multidimensionnelle pour la suprématie mondiale de notre pays. Dans le domaine militaire, en renforçant son armée de l'Air et sa Marine, en installant des bases militaires sur des îles revendiquées en mer de Chine méridionale et en défiant Taïwan par des manœuvres aériennes et navales de plus en plus agressives, elle remet en cause la domination continue des États-Unis dans le Pacifique occidental. Sur le plan diplomatique, elle est en train de renforcer ou de réparer ses liens avec les principaux alliés des États-Unis, notamment l'Inde, l'Indonésie, le Japon et les membres de l'OTAN. Parallèlement, elle est déjà sur le point de repro-



duire les technologies les plus avancées de ce pays, en particulier sa capacité à produire des puces électroniques de pointe. Et malgré les efforts de Washington pour réduire la dépendance des États-Unis à l'égard des produits chinois essentiels, notamment les minéraux et les produits pharmaceutiques, la Chine reste l'un des principaux fournisseurs de ce type de produits pour notre pays.

Combattre ou signer des accords ?

Pour de nombreux membres du cercle rapproché de Trump, la seule réponse correcte et patriotique au défi chinois est de riposter vigoureusement. Le représentant Waltz, choisi par Trump comme conseiller à la sécurité nationale, et le sénateur Marco Rubio, qu'il a choisi comme secrétaire d'État, ont tous deux parrainé ou soutenu une législation visant à freiner ce qu'ils considèrent comme des entreprises chinoises « malveillantes » aux États-Unis et à l'étranger. Waltz, par exemple, a présenté l'American Critical Mineral Exploration and Innovation Act of 2020, qui visait, comme il l'a expliqué, à « réduire la dépendance de l'Amérique à l'égard des sources étrangères de minéraux critiques et à ramener la chaîne d'approvisionnement américaine de la Chine vers l'Amérique ». Le sénateur Rubio s'est montré tout aussi combatif dans l'arène législative. En 2021, il est l'auteur de la loi sur la prévention du travail forcé des Ouïghours, qui interdit l'entrée aux États-Unis des marchandises produites dans les camps de travail forcé de la province du Xinjiang. Il a également parrainé plusieurs textes législatifs visant à limiter l'accès des Chinois aux technologies américaines. Bien que ces mesures, ainsi que des mesures similaires introduites par Waltz, n'aient pas toujours obtenu l'approbation nécessaire du Congrès, elles ont parfois été intégrées avec succès dans d'autres textes législatifs.

En bref, Trump entrera en fonction en janvier avec une boîte à outils de mesures punitives pour lutter contre la Chine, prête à être mise en œuvre, et avec un fort

soutien de la part des personnes qu'il a nommées pour en faire la loi du pays. Mais bien sûr, il s'agit de Donald Trump, et rien n'est acquis. Certains analystes pensent que son penchant pour les accords et son admiration déclarée pour l'homme fort de la Chine, le président Xi Jinping, pourraient l'amener à poursuivre une approche beaucoup plus transactionnelle, en augmentant la pression économique et militaire sur Pékin pour obtenir des concessions sur, par exemple, la réduction des exportations de précurseurs du fentanyl vers le Mexique, mais en les laissant tomber lorsqu'il aura obtenu ce qu'il veut. Howard Lutnick, l'investisseur milliardaire de Cantor Fitzgerald qu'il a choisi comme secrétaire au Commerce, affirme que Trump veut en fait « conclure un accord avec la Chine » et qu'il utilisera l'imposition de droits de douane de manière sélective comme outil de négociation pour y parvenir. Personne ne sait à quoi pourrait ressembler un tel accord, mais on voit mal comment Trump pourrait obtenir des concessions significatives de la part de Pékin sans abandonner certaines des mesures punitives préconisées par les faucons anti-Pékin de son entourage. Une chose est sûre : cette dynamique complexe et déroutante se manifestera dans chacun des principaux domaines problématiques des relations entre les États-Unis et la Chine, obligeant Trump à faire des choix cruciaux entre ses instincts transactionnels et l'orientation idéologique dure de ses conseillers.

Trump, la Chine et Taïwan

De toutes les questions liées à la Chine qui se poseront au cours de son second mandat, aucune ne sera probablement plus difficile ou plus importante que le statut futur de l'île de Taïwan. Il s'agit de l'évolution progressive de Taïwan vers une indépendance totale et du risque de voir la Chine envahir l'île pour empêcher une telle issue, ce qui pourrait déclencher une intervention militaire américaine. De toutes les crises potentielles auxquelles

Trump est confronté, c'est celle qui pourrait le plus facilement déboucher sur un conflit entre grandes puissances avec des sous-entendus nucléaires. Lorsque Washington a accordé la reconnaissance diplomatique à la Chine en 1979, il a « reconnu » que Taïwan et le continent faisaient tous deux partie d'une « seule Chine » et que les deux parties pourraient éventuellement choisir de se réunifier. Les États-Unis ont également accepté de cesser leurs relations diplomatiques avec Taïwan et de mettre fin à leur présence militaire dans le pays. Toutefois, en vertu de la loi sur les relations avec Taïwan de 1979, Washington a également été autorisé à coopérer avec une agence diplomatique taïwanaise quasi-gouvernementale, le Bureau de représentation économique et culturelle de Taipei aux États-Unis, et à fournir à Taïwan les armes nécessaires à sa défense. En outre, dans ce qu'il est convenu d'appeler « l'ambiguïté stratégique », les responsables américains ont insisté sur le fait que toute tentative de la Chine de modifier le statut de Taïwan par la force constituerait « une menace pour la paix et la sécurité de la région du Pacifique occidental » et serait considérée comme une question « très préoccupante pour les États-Unis », même si elle ne nécessitait pas nécessairement une réponse militaire.

Pendant des décennies, les présidents se sont succédé pour réaffirmer la politique de la « Chine unique » tout en fournissant à Taïwan des armes de plus en plus puissantes. Pour leur part, les autorités chinoises ont déclaré à plusieurs reprises que Taïwan était une province renégate qui devait être réunie au continent, de préférence par des moyens pacifiques. Cependant, les Taïwanais n'ont jamais exprimé le souhait d'une réunification et ont plutôt progressé vers une déclaration d'indépendance, ce qui, selon Pékin, justifierait une intervention armée.

Alors que ces menaces devenaient de plus en plus fréquentes et menaçantes, les dirigeants de Washington ont continué à débattre de la validité de « l'ambiguïté stratégique », certains insistant pour qu'elle soit remplacée par une politique de « clarté stratégique » impliquant un engagement sans faille à aider Taïwan en cas d'invasion par la Chine. Le président Biden a semblé adhérer à ce point de vue, affirmant à plusieurs reprises que les États-Unis étaient tenus de défendre Taïwan dans de telles circonstances. Cependant, à chaque fois qu'il l'a dit, ses collaborateurs sont revenus sur ses propos, insistant sur le fait que les États-Unis n'avaient aucune obligation légale de le faire. L'administration Biden a également renforcé son soutien militaire à l'île en augmentant les patrouilles aériennes et navales américaines dans la région, ce qui n'a fait qu'accroître la possibilité d'une future intervention américaine en cas d'invasion par la Chine.

(A suivre)

ACCORD UE/MAROC
ANNULÉ PAR LA
CJUEUn syndicat
espagnol appelle à
la mise en œuvre
"immédiate" de la
décision

Le coordonnateur des organisations agricoles et d'élevage espagnoles (COAG), Andrés Gongora, a appelé l'Espagne et l'Union européenne (UE) à mettre en œuvre "immédiatement" et "sans délai de grâce" la décision de la Cour de justice de l'UE (CJUE) annulant définitivement les accords de pêche et d'agriculture liant le bloc au Maroc et qui incluent les territoires sahraouis occupés, rapportent jeudi des médias locaux. Lors d'un webinaire sur les implications de l'arrêt de la Cour de justice de l'UE, Gongora a appelé à "une mise en œuvre immédiate et sans délai de grâce" de la décision. Pour lui, "les agriculteurs européens n'ont pas bénéficié de ce délai de grâce et nous souffrons jour après jour de la concurrence déloyale des importations dans les conditions néfastes de l'accord". Gongora a ajouté que "si la CJUE a jugé que l'accord n'est pas légal, l'UE ne peut pas fermer les yeux et maintenir en vigueur un accord illégal pendant 12 mois supplémentaires, uniquement pour favoriser certaines entreprises transnationales, tandis que les producteurs continuent de perdre en rentabilité et de disparaître". Enfin, il a exigé que le gouvernement central (espagnol) "se positionne en faveur des producteurs agricoles", étant donné qu'ils sont, selon lui, "lésés par l'accord de libéralisation des échanges entre l'UE et le Maroc, et fasse pression sur l'UE pour qu'elle l'annule et élimine de graves problèmes". Le 4 octobre dernier, la CJUE avait annoncé son verdict annulant deux accords commerciaux entre l'UE et le Maroc relatifs aux secteurs de la pêche et de l'agriculture et qui incluaient illégalement le territoire du Sahara occidental occupé. Parallèlement, la cour a affirmé que le Front Polisario était le représentant unique et légitime du peuple sahraoui, lui garantissant le droit de plaider devant les tribunaux de l'UE au nom du peuple du Sahara occidental.

TUNISIE
La croissance
devrait être de
2,2% en 2025

La croissance économique de la Tunisie devrait se situer aux alentours de 2,2% cette année, contre 1,2% en 2024, d'après un récent rapport de la Banque mondiale. Ce rapport indique par ailleurs que la croissance pourrait être de 2,3% en 2026. "L'évolution positive de la croissance économique en Tunisie en 2025 sera appuyée par de meilleures perspectives de financement extérieur", note l'institution. "La persistance de la sécheresse ajoutée à la faible demande intérieure ont joué un rôle crucial dans le ralentissement de la reprise économique de la Tunisie en 2024 en comparaison avec les prévisions précédentes", explique le rapport.

MAURITANIE

Le ministère continuera à
œuvrer au renforcement du
rôle de l'éducation préscolaire

Le ministère de l'action sociale, de l'enfance et de la famille poursuit toutes les réformes qui contribueront à renforcer le rôle de l'éducation préscolaire, a déclaré la ministre de l'action sociale, de l'enfance et de la famille, Mme Savia Mint Ntahah, soulignant que le secteur ne cesse de développer les ressources humaines pour jouer pleinement son rôle.

Cette déclaration a été faite au cours d'une réunion d'orientation tenue avec les intervenants dans le domaine de l'éducation préscolaire dans la moughataa de Teveragh- Zeina, à Nouakchott Ouest.

Au cours de cette réunion, la ministre a souligné l'importance de l'éducation préscolaire en tant qu'étape clé dans l'éducation des enfants et leur préparation à l'entrée à l'école.

Elle a indiqué que le ministère est le responsable de l'éducation préscolaire et accorde l'autorisation, ajoutant que la procédure en le domaine est claire et doit être respectée, et que tout manquement à ses normes et contrôles entraînera le retrait de l'autorisation.

Les efforts de contrôle et d'inspection des établissements d'enseignement préscolaire ont été renforcés avec les ressources humaines nécessaires, a-t-elle

dit, ajoutant que le secteur ne ménagera aucun effort dans le contrôle et l'encadrement de ces établissements jusqu'à ce que ce type d'enseignement atteigne le niveau requis.

Elle a ajouté que l'enseignement préscolaire n'est pas au niveau requis, soulignant les lacunes qui ont constitué un véritable obstacle à son développement, et expliquant que la stratégie adoptée par le ministère à cet égard a apporté un changement positif poussant le département à envisager la création d'une agence spéciale pour l'enseignement préscolaire afin que les acteurs dans ce domaine puissent y faire part de leurs propositions et de leurs préoccupations. Elle a noté que le ministère a convaincu la Banque mondiale de l'existence d'un enseignement préscolaire public en Mauritanie, précisant que, dans ce cadre, 600 éducateurs seront formés et une

nouvelle stratégie pour l'enseignement préscolaire sera soumise à l'approbation du conseil des ministres, ce qui permettra de tracer une voie claire dans ce sens dans les années à venir, soulignant que l'accord avec la Banque mondiale permettra également de fournir les équipements nécessaires à l'enseignement préscolaire. Pour leur part, les acteurs de l'éducation préscolaire ont appelé à davantage d'efforts pour développer le secteur et résoudre les problèmes liés à la logistique et aux ressources humaines, tout en appréciant les efforts du ministère pour développer le préscolaire. La réunion s'est déroulée en présence d'un certain nombre de fonctionnaires du ministère, de représentants des autorités administratives et sécuritaires de Nouakchott Ouest et d'intervenants dans le domaine de l'éducation préscolaire.

ARABIE SAOUDITE

Signature d'un accord avec l'Italie

L'Arabie saoudite et l'Italie ont signé un accord visant à renforcer leur coopération dans le domaine de l'énergie, et notamment à fournir à l'Europe de l'hydrogène vert fabriqué dans le Royaume.

Le ministre saoudien de l'énergie, le prince Abdulaziz bin Salman, a rencontré le ministre italien de l'énergie et de l'environnement, Gilberto Pichetto Fratinon, le 14 janvier pour signer le protocole d'accord, qui couvre la collaboration en matière d'innovation et de technologie, comme le développement de projets d'hydrogène, les solutions d'atténuation du changement climatique et l'économie circulaire du carbone, y compris le captage, l'utilisation et le stockage du carbone. Cet accord intervient alors que l'Arabie saoudite cherche à renforcer ses références en matière d'énergie verte, avec une installation à NEOM qui devrait devenir la plus grande usine d'hydrogène commerciale à l'échelle de l'utilité publique au monde, entièrement alimentée par des énergies renouvelables. Selon Reuters, le ministre italien a déclaré que son pays pourrait servir de porte d'entrée en Europe pour l'hydrogène et l'ammoniac renouvelables produits en Arabie

saoudite, soulignant qu'il serait "beaucoup plus proche, plus compétitif et plus stratégique que d'autres alternatives en mer du Nord". L'accord souligne également l'importance de la transformation numérique, de la cybersécurité et de l'intelligence artificielle dans le secteur de l'énergie, tout en promouvant des initiatives conjointes pour soutenir les projets d'ingénierie et de construction en alignement avec l'Accord de Paris et le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Les ministres ont abordé des sujets clés tels que la réduction des émissions de méthane, les solutions de stockage de l'énergie et l'utilisation de combustibles traditionnels et transitoires, y compris le pétrole, le gaz et le pétrole.

Les discussions ont également porté sur l'amélioration de la stabilité et de la fiabilité des marchés du pétrole et du gaz naturel, la réduction de la volatilité et le renforcement de la sécurité de l'approvisionnement énergétique et des chaînes d'approvisionnement, selon un communiqué de presse du ministère saoudien de l'énergie.

Le communiqué du ministère saoudien indique que la coopération comprendra le développement de partenariats qualitatifs sur les

produits et services liés à tous les secteurs des chaînes d'approvisionnement en énergie et à leurs technologies. Il ajoute que la coopération portera également sur la création et l'utilisation de matériaux durables, polymères et innovants dans la construction et d'autres secteurs. Le projet NEOM Green Hydrogen, dont la mise en service est prévue pour 2026, produira quotidiennement 600 tonnes d'hydrogène propre par électrolyse grâce à la technologie de Thyssenkrupp, de l'azote par séparation de l'air grâce à Air Products, et jusqu'à 1,2 million de tonnes d'ammoniac vert par an. Une fois achevée, l'installation compensera 5 millions de tonnes métriques d'émissions de carbone par an. Fruit d'une collaboration entre NEOM, Air Products et ACWA Power, la coentreprise s'appuiera sur des technologies de pointe pour intégrer environ 4 gigawatts d'énergie renouvelable provenant de l'énergie solaire terrestre, de l'énergie éolienne et du stockage. En juillet, Saudi Aramco a signé des accords pour acquérir une participation de 50 % dans l'activité de gaz industriels à hydrogène bleu d'Air Products Qudra, renforçant ainsi l'engagement du Royaume à devenir un leader mondial de la production d'hydrogène.

AFRIQUE

Les exportations de bananes se sont contractées en 2024

L'Afrique se classe au 4ème rang mondial des régions exportatrices de bananes, derrière l'Amérique du Sud, l'Amérique centrale et l'Asie. Leaders sur le continent, la Côte d'Ivoire et le Cameroun rencontrent des difficultés pour maintenir des performances stables.



Les pays africains ont placé 650 000 tonnes de bananes sur le marché international en 2024, selon les dernières estimations formulées par la FAO. Dans son rapport annuel qui présente les résultats préliminaires de l'examen du marché du fruit publié le 10 janvier dernier, l'organisme onusien précise que ce stock représente une baisse de 1,5 % par rapport au volume exporté en 2023 (663 000 tonnes). Il signe en outre une deuxième année de baisse consécutive des exportations africaines de bananes qui s'élevaient à 683 000 tonnes en 2022. La contre-performance de 2024 s'explique en grande partie par la chute de l'approvisionnement depuis le Cameroun, deuxième exportateur du conti-

nent qui peine à sortir la tête de l'eau. Les expéditions depuis le pays d'Afrique centrale ont en effet enchaîné une deuxième année de recul en s'affichant à 171 000 tonnes, soit 11% de moins que l'année précédente (192 000 tonnes). Pour expliquer cette dynamique, la FAO met en avant la persistance de l'insécurité dans le sud-ouest du pays qui affecte l'appareil productif. « En 2024, les approvisionnements camerounais ont été une fois de plus entravés par la crise séparatiste et la détérioration de la situation sécuritaire dans le pays, entraînant des pertes de main-d'œuvre, la destruction d'infrastructures et l'abandon de plantations », peut-on lire dans le rapport. Par ailleurs, la Côte d'Ivoire, leader des

exportations africaines, a également vu ses performances fléchir. Les expéditions ivoiriennes ont ainsi reculé de 6 % pour s'établir à 334 000 tonnes en 2024 après un rebond de 4 % enregistré en 2023 (355 000 tonnes). Globalement, la régression des exportations en Afrique en 2024 est à inscrire dans un contexte de stagnation du commerce mondial du fruit. Les estimations de la FAO indiquent que les exportations mondiales de bananes se sont contractées de 1 % pour s'établir à 19,1 millions de tonnes cette année. Parmi les principaux facteurs de ce ralentissement figurent notamment les conditions météorologiques défavorables ayant affecté la production dans plusieurs pays majeurs d'Amérique du Sud et d'Amérique centrale.

ECOBANK COTE D'IVOIRE
Une année 2024 de dynamisme et de reconnaissance continentale

En 2024, Ecobank Côte d'Ivoire a renforcé son positionnement d'acteur clé du secteur bancaire africain. Alliant innovation numérique, engagement sociétal et excellence financière, la filiale a multiplié initiatives stratégiques, distinctions et actions pour l'inclusion financière. Une année faite de performances et d'impacts.

Janvier 2024 : lancement et rayonnement continental

L'année débute sous le signe de l'ambition avec le lancement de la campagne de marque « Un meilleur choix, pour une Afrique meilleure », mettant en avant le réseau numérique d'Ecobank et sa connectivité panafricaine. Cette initiative illustre la volonté de la banque de faciliter les opérations bancaires à travers le continent tout en valorisant une Afrique unie et prospère. Dans cette dynamique, Ecobank CI devient sponsor officiel de la Coupe d'Afrique des Nations CAF TotalEnergies 2023, un partenariat stratégique visant à renforcer son ancrage auprès des Africains et à célébrer la passion du football. Ce sponsoring s'accompagne d'une série d'événements : signature de la convention, conférence de presse et Trophy Tour, confirmant ainsi l'engagement de la banque à accompagner les grands rendez-vous africains. Les actions de communication d'Ecobank CI durant la CAN 2023 sont couronnées par l'obtention du Prix OpinionWay de la banque la plus visible. Cette distinction met en lumière l'impact de la stratégie marketing et digitale de la banque auprès du grand public.

Mars 2024 : engagement en faveur de l'autonomisation des femmes

A l'occasion de la Journée internationale des droits de la femme, Ecobank CI réaffirme son engagement sociétal en partenariat avec la Fondation Manuella OLLO. Une conférence organisée au siège de la banque réunit des personnalités influentes telles que la ministre ivoirienne de la Culture et de la Francophonie, Françoise Remarck, ainsi que d'autres figures inspirantes du monde entrepreneurial et juridique. L'objectif est clair : sensibiliser et encourager l'autonomisation des femmes à travers le leadership et l'éducation financière.

EN CÔTE D'IVOIRE

La guerre est plus que jamais déclarée à la contrebande du cacao

La Côte d'Ivoire est le premier producteur mondial de cacao. Alors que la campagne 2024/2025 s'annonce déjà en demi-teinte, le pays doit faire face à la recrudescence du trafic illégal de fèves vers ses voisins. Dans la bataille qui les oppose aux trafiquants de cacao, les autorités ivoiriennes viennent de marquer un point pour 2025. Le 14 janvier dernier, le chef d'état-major de l'armée de la première économie de l'UEMOA a ordonné la suspension avec effet immédiat de 5 fonctionnaires de la ville frontalière de Sipilou proche de la Guinée forestière. D'après l'agence Reuters, il est reproché à ces agents de l'État (préfet, chef bureau des douanes, commissaire de police, commandant de brigade et chef du détachement des forces armées) d'avoir

joué un double jeu. Mandatés en effet pour lutter contre le trafic illégal de fèves dans cette région, ceux-ci se seraient appuyés sur leurs positions pour tirer pleinement profit de cette pratique illégale. Selon des sources citées par le média, ceux-ci auraient ainsi laisser passer les flux illégaux en échange d'une enveloppe moyenne de 15 millions Fcfa pour chaque camion d'une capacité de chargement 40 tonnes de cacao qui traversait la frontière. Dans le pays, premier producteur mondial de cacao, l'année 2025 débute donc pour la filière comme la précédente s'est achevée : sur le qui-vive. Avec le trafic illégal de fèves vers les pays voisins qui sévit depuis quelques mois, les autorités ont réaffirmé leur volonté de resserrer l'étau autour des réseaux de contrebandiers et de leurs

complices. Il faut dire que le phénomène représente un manque à gagner majeur pour la filière qui fait vivre 5 millions de personnes et fournit 15 à 20 % du PIB. Depuis le début de la saison 2024/2025 en octobre dernier, entre 50 000 et 75 000 tonnes de cacao ivoirien auraient déjà passé la frontière vers la Guinée et le Libéria avec pour destination finale l'Asie. À l'origine de cette fuite massive, des gains importants à l'arrivée pour les producteurs et les intermédiaires. Si lorsque le prix officiel du kg en Côte d'Ivoire a été fixé à 1 800 Fcfa le 30 septembre, la tonne de cacao fluctuait autour des 6 000 \$, la situation a rapidement évolué avec les prix qui ont doublé vers la fin d'année. Tirant profit de cette situation, les trafiquants ont augmenté les tarifs versés aux producteurs avec un supplément

de 200 à 500 Fcfa/kg, selon des sources anonymes et revendent le cacao à près de 5 000 Fcfa (7,8 \$) en Guinée. Dans l'ensemble, la marge confortable générée a de quoi nourrir durablement le trafic, mais aussi d'entretenir un réseau de complices. « À Sipilou, Danane, Man et Ouaninou, où le cacao entre illégalement en Guinée, tout le monde sait que des autorités locales corrompues ont facilité le trafic, mais les sommes en jeu sont trop élevées pour arrêter la fuite », a déclaré à Reuters, Daouda Doumbia, un pisteur de cacao dans la région du Tonkpi, en Côte d'Ivoire. Enrayer les sorties de cacao, démanteler les réseaux de corruption dans l'administration... La guerre contre la contrebande s'annonce longue.

AVANT L'INVESTITURE DE TRUMP

Wall Street termine la semaine en hausse

La Bourse de New York a terminé en nette hausse vendredi, après une semaine chargée en indicateurs et résultats d'entreprises et avant l'investiture de Donald Trump à la Maison Blanche. Le Dow Jones a grimpé de 0,78%, l'indice Nasdaq a bondi de 1,51% et l'indice élargi S&P 500 a progressé de 1,00%.

La semaine dernière, le marché s'était fortement replié à la suite de la publication de chiffres de l'emploi meilleurs que prévu. Mais aujourd'hui, le sentiment sur le marché a changé de façon spectaculaire", souligne auprès de l'AFP Steve Sosnick, d'Interactive Brokers. L'optimisme de la place américaine découle notamment de la publication de plusieurs indices d'inflation dans la semaine, dont l'indice des prix à la consommation (CPI), mercredi, qui donne un signal sur la direction que pourrait prendre la Réserve fédérale américaine (Fed) sur son calendrier de baisse de taux. Pour la prochaine réunion, prévue les 28 et 29 janvier, la grande majorité des acteurs du marché prévoient un maintien des taux à leur niveau actuel, compris entre 4,25% et 4,50%, selon les données rassemblées par l'outil de veille du groupe CME, FedWatch. "Il y a eu un énorme changement" puisque "les rendements obligataires se sont nettement améliorés ces derniers jours (et) les actions ont suivi le mouvement", explique M. Sosnick. Le rendement des emprunts d'Etat américains à dix ans s'établissait à 4,62% contre

4,61% la veille en clôture. Mardi, il avait touché 4,79%, un plus haut depuis octobre 2023. Le climat reste toutefois attentiste avant l'investiture de Donald Trump lundi et la perspective de mise en place de politiques inflationnistes voulues par le président élu, dont une possible augmentation des droits de douane. Lors de la campagne présidentielle américaine, M. Trump indiquait vouloir imposer 10 à 20% de droits de douane sur l'ensemble des produits entrant aux États-Unis, et même jusqu'à 60% voire 100% sur ceux venant de Chine. Lundi, jour de l'investiture de Donald Trump, les marchés américains seront fermés pour observer le Martin Luther King Day. L'indice VIX, qui mesure la nervosité des investisseurs, était toutefois en nette baisse depuis lundi, ce qui indique "que la perception du risque à court terme par les investisseurs a radicalement changé, passant d'un état relativement nerveux à un état relativement optimiste", note M. Sosnick. Vendredi, les plateformes d'échanges Coinbase (+4,92%) et Robinhood (+4,49%) ont

grimpé, de même que le "mineur" (créateurs de monnaie numérique) Riot Platforms (+0,75%), portés par des informations de Bloomberg, qui cite des sources proches du dossier, selon lesquelles Donald Trump prévoit de publier un décret élevant le bitcoin au rang de priorité politique et donnant aux acteurs du secteur une voix au sein de son administration. L'article rapporte également qu'est bel et bien envisagée la création d'une réserve stratégique nationale de bitcoins, qui engloberait les avoirs existants que le gouvernement détient dans cette cryptomonnaie. Ailleurs à la cote, les entreprises chinoises cotées à New York comme Alibaba (+3,26%) et ses concurrents dans le secteur du commerce électronique, PDD (+5,30%) et JD.com (+10,11%) ont profité de l'enthousiasme de Donald Trump qui s'est félicité vendredi d'un "très bon" appel

téléphonique avec le dirigeant chinois Xi Jinping et a déclaré s'attendre à ce que Washington et Pékin puissent résoudre "de nombreux problèmes ensemble", selon une publication sur son réseau Truth Social. Le géant pharmaceutique danois Novo Nordisk, connu pour ses best-sellers Ozempic et Wegovy, traitements pour le diabète et la perte de poids, a fini en large baisse (-5,27%), lesté par l'annonce vendredi du gouvernement de Joe Biden concernant une nouvelle liste de 15 médicaments, notamment contre le cancer ou le diabète, dont il va négocier les prix avec les laboratoires pharmaceutiques. Le fabricant de semi-conducteurs Intel (+9,25%) profitait lui d'informations de presse selon lesquelles une entreprise, dont le nom n'a pas été révélé, serait prête à acquérir le groupe.

La Bourse de Paris finit en nette hausse

La Bourse de Paris a terminé la séance vendredi en forte hausse, enthousiaste à l'approche de l'investiture de Donald Trump, sur un marché de nouveau optimiste quant à la poursuite de l'assouplissement monétaire de la Réserve fédérale américaine (Fed). Le CAC 40 a pris 0,98% à 7.709,75 points, en hausse de 75,01 points. Jeudi, il avait également terminé en forte progression, prenant 2,14%. L'indice vedette parisien finit la semaine en hausse de 3,75% et de 4,46% depuis le début de l'année 2025. Les investisseurs attendent avec enthousiasme le retour de Donald Trump au pouvoir et un aperçu des orientations qu'il prendra sur les sujets de politique commerciale et fiscale notamment. "Les marchés lui accordent leur crédit. Tout le monde s'attend à un feu d'artifice favorable dans les premiers jours de la présidence", a expliqué à l'AFP Thierry Claudé, gérant à Kiplink. Déjà, un appel entre le futur président américain et son homologue chinois Xi Jinping, dévoilé vendredi, dans lequel les deux dirigeants ont dit qu'ils "résoudraient de nombreux problèmes ensemble", a suscité l'optimisme sur les marchés. "L'espoir de voir la coopération avec la Chine s'améliorer grandit", explique Konstantin Oldenburger de CMC Mar-

kets. Les volumes ont en outre été importants en ce vendredi des "trois sorcières", événement boursier qui correspond à l'expiration d'une grande partie des contrats et d'options à terme, provoquant nombre de renouvellements de positions. Enfin, les commentaires jeudi d'un des gouverneurs de la banque centrale américaine (Fed), Christopher Waller, qui n'a pas fermé la porte à "trois ou quatre" baisses des taux de l'institution cette année, a nourri l'optimisme sur les marchés européens et américains. A Paris, "les gérants profitent de la bonne humeur actuelle pour effectuer un mouvement de rattrapage sur le CAC 40, après une mauvaise année 2024", a expliqué Thierry Claudé. Le contexte politique français se montre d'ailleurs un peu plus favorable qu'auparavant, alors que les menaces de censure du gouvernement de François Bayrou sont pour l'instant écartées. Les taux d'intérêt des emprunts français sur dix ans ont atteint 3,31% en clôture de la séance, contre 3,33% la veille. Côté valeurs, le géant du luxe LVMH (-0,78% à 690,10 euros) a repris vendredi sa place de première capitalisation européenne, avec une valorisation de 347,99 milliards d'euros, dépassant le danois Novo Nordisk.

AVEC LA CROISSANCE CHINOISE ET LE REcul DES RENDEMENTS

L'Europe clôt en hausse

Les Bourses européennes ont terminé en hausse vendredi, portées par la croissance économique chinoise et le recul des rendements obligataires dans l'attente de l'investiture de Donald Trump lundi. À Paris, le CAC 40 a terminé en hausse de 0,98% à 7.709,75 points. A Francfort, le Dax a clos en hausse de 1,17% et à Londres, le FTSE 100 de 1,35%. L'indice EuroStoxx 50 a fini en hausse de 0,80%, le FTSEurofirst 300 de 0,66% et le Stoxx 600 0,68%. Après plusieurs semaines d'inquiétude causée par la hausse vertigineuse des rendements obligataires des deux côtés de l'Atlantique, leur recul cette semaine a permis aux marchés européens de reprendre de l'aplomb. Les investisseurs, qui il y a quelques jours à peine avaient presque abandonné l'espoir d'une unique baisse des taux de la Réserve fédérale en 2025, s'attendent à présent à ce que la banque centrale procède à une

nouvelle réduction d'ici le mois de juin. Plus tôt dans la journée, les chiffres du PIB chinois, qui ont dépassé les attentes en décembre et rassuré les marchés quant à la santé de la deuxième économie mondiale, ont également contribué à l'humeur enthousiaste du jour. L'avenir de l'économie chinoise reste cependant incertain, assombri par la promesse de Donald Trump d'imposer des droits de douane salés sur le pays. Qu'à cela ne tienne, les marchés européens terminent la semaine sur une note très positive, le Stoxx 600 affichant sa meilleure performance hebdomadaire depuis le mois de septembre avec une hausse de 2,39% depuis lundi. Les investisseurs pourront s'attendre, la semaine prochaine, à plusieurs séances suspendues aux premières décisions que prendra Donald Trump dès son retour à la Maison blanche lundi et aux résultats de certaines des plus grandes entreprises américaines.

Valeurs
Les banques anglaises avancent après que la BoE a reporté d'un an les règles de Bâle sur les fonds propres des banques. Barclays gagne 1,95%, Lloyds Banking Group 2,27%, Natwest 1,87% et HSBC 0,73%. À Paris, Argan gagne 3,34% après la publication de ses résultats et de ses perspectives pour 2025. Virbac, qui était en hausse au début de la séance, a inversé la tendance et est maintenant en baisse de 2,52% après ses résultats.

A Wall Street
Pour sa dernière séance avant l'investiture de Donald Trump, les marchés étant fermés lundi pour Martin Luther King Day, Wall Street évolue en nette hausse ce vendredi. À l'heure de la clôture en Europe, le Dow Jones avance de 1,07%, le Standard & Poor's 500 de 1,25% et le Nasdaq Composite de 1,75%. Côté valeurs, Nvidia avance de

3,26% et Broadcom de 2,72% après que Barclays a relevé son objectif de cours sur les deux titres. Le secteur des semiconducteurs (+2,55%) se voit également porté par la hausse de 8,11% d'Intel, causée par les spéculations lancée par le média SemiAccurate au sujet d'une potentielle acquisition du groupe par une entreprise qui n'a pas été nommée.

LES INDICATEURS DU JOUR
Dans la zone euro, l'inflation a été confirmée en hausse de 2,4% en décembre, conformément aux attentes des analystes. Au Royaume-Uni, le recul surprise des ventes au détail, en baisse de 0,3% sur un mois en décembre contre un consensus d'une hausse de 0,4%, pèse sur la livre sterling et les rendements du Gilt. Enfin, outre-Atlantique, la production industrielle a augmenté plus que prévu en décembre, affichant une hausse de 0,9% alors que les ana-

lystes s'attendaient à une hausse de 0,3% et confortant ainsi à nouveau les marchés sur l'état de santé de l'économie américaine.

Changes
Le dollar avance quelque peu vendredi mais est en passe de terminer la semaine sur une légère baisse, les investisseurs attendant l'investiture de Donald Trump pour se faire une idée plus claire des politiques envisagées par son administration. La seule devise qui se renforce clairement face au dollar ce vendredi est le yen, qui gagne plus de 1% sur la semaine, porté par les attentes d'une hausse des taux de la Banque du Japon la semaine prochaine. Le billet vert gagne 0,2% face à un panier de devises de référence., tandis que l'euro perd 0,04% à 1,0294 dollar. La livre sterling, plombée par les dernières données macroéconomiques britanniques, cède 0,47% face au dollar et 0,29% face à l'euro.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
بنك الجزائر BANK OF ALGERIA COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN Cours du : 16 Janvier 2025 Valeur : 20 Janvier 2025				
BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	135.7183	135.7333
1	EUR	EURO	139.7491	139.7917
1	GBP	POUND STERLING	165.8134	165.8926
100	JPY	JAPANESE YEN	86.8820	86.9138
1	CNY	CHINESE YUAN	18.5112	18.5135
1	CHF	SWISS FRANC	148.7976	148.8793
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	94.5245	94.5547
1	DKK	DANISH KRONE	18.7322	18.7376
1	SEK	SWEDISH KRONA	12.1678	12.1720
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	11.9580	11.9739
1	AED	UAE DIRHAM	36.9472	36.9564
1	SAR	SAUDI RIYAL	36.1703	36.1801
1	KWD	KUWAITI DINAR	439.6446	439.9783
1	TND	TUNISIAN DINAR	42.0505	42.4731
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.5048	13.5063
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.3659	27.5064
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.4101	3.4207
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	176.1281	176.1281

ÉCONOMIE MONDIALE

Le FMI revoit ses prévisions de croissance pour en 2025 à la hausse, à 3,3%

Parmi les principales économies mondiales, les Etats-Unis connaissant la révision la plus marquée (+0,5 pdp), avec une croissance désormais attendue à 2,7% cette année, augmentant de fait l'écart avec les autres économies avancées, en particulier l'Union européenne.

Le Fonds monétaire international (FMI) a publié vendredi ses prévisions de croissances mises à jour pour l'économie mondiale, désormais attendue à 3,3% pour 2025 (révision de +0,1 point de pourcentage), mais avec des divergences de plus en plus marquées entre les pays et régions. A l'occasion de la publication de l'actualisation de son rapport sur l'économie mondiale (WEO), le Fonds a également souligné l'existence de risques persistants, de résurgence de l'inflation aux Etats-Unis par exemple mais aussi de déflation dans d'autres pays tels que la Chine, ainsi que les conséquences de l'instabilité politique dans plus plusieurs économies majeures. Parmi les principales économies mondiales, les Etats-Unis connaissant la révision la plus marquée (+0,5 pdp), avec une croissance désormais attendue à 2,7% cette année, augmentant de fait l'écart avec les autres économies avancées, en particulier l'Union européenne. Des prévisions néanmoins réalisées sans tenir compte des potentielles politiques menées par le président américain élu, Donald Trump, dans la mesure où le FMI n'a pas encore une idée précise de ce qui sera mis en

place et de quelle manière, a rappelé l'institution. "L'économie américaine se porte très bien, avec un marché de l'emploi solide et une demande privée qui reste robuste. Par contraste, la croissance dans la zone euro repart mais nous avons tout de même révisé nos prévisions à la baisse", a déclaré le chef économiste du FMI, Pierre-Olivier Gourinchas.

La prévision de croissance française revue à la baisse

Le problème vient des deux principales économies européennes, l'Allemagne et la France, dont les prévisions sont toutes deux revues en baisse, à l'inverse de l'Espagne, déjà performante ces deux dernières années et que le FMI attend encore à plus de 2% cette année (+2,3%). L'Allemagne en revanche, qui a enchaîné deux années en légère récession, devrait à peine repasser en territoire positif, avec une croissance désormais attendue à 0,3%, une révision de 0,5 pdp par rapport aux dernières prévisions, en octobre dernier. "Il y a des inquiétudes sur une remontée des

prix de l'énergie dans certains pays mais aussi une certaine incertitude sur le commerce vers la Chine ou les Etats-Unis et ce qu'il pourrait se produire à l'avenir. Cela pèse sur des pays tels que l'Allemagne mais aussi la France", a souligné Pierre-Olivier Gourinchas. Confronté à une situation politique inédite et une situation budgétaire difficile, l'Hexagone voit d'ailleurs également ses prévisions être revues à la baisse, avec un petit 0,8% de croissance désormais attendu.

Retour de l'inflation dans la cible de 2% pour les économies avancées

Mais la divergence qui s'observe parmi les pays occidentaux est également visible parmi les économies émergentes, avec la Chine qui continue à voir sa croissance ralentir d'une année sur l'autre. Certes, le FMI a légèrement revu à la hausse ses prévisions pour 2025, avec 4,6% désormais attendu, mais cela reste en-deçà de 2024 (+4,8%) et surtout la tendance devrait se poursuivre en 2026, avec un petit 4,5% pour l'instant anticipé, malgré les stimuli annoncés par le gouvernement chinois ces derniers mois.

ETATS-UNIS

Rebond de la production industrielle en décembre

La production industrielle a rebondi en décembre aux Etats-Unis, au-delà des attentes des analystes, selon l'enquête mensuelle de la Réserve fédérale (Fed) traduisant notamment le retour à une activité soutenue chez l'avionneur Boeing après une grève massive. La production industrielle a progressé de 0,9% par rapport au mois de novembre, alors que les marchés attendaient plutôt une hausse de 0,3% sur le mois, selon le consensus publié par Briefing.com. La banque centrale américaine a également révisé l'évolution de la production industrielle pour le mois de novembre, qui a finalement progressé de 0,2%, et non reculé de 0,1% comme annoncé initialement. Le secteur aéronautique a singulièrement contribué à cette amélioration "à la suite de levée d'une grève chez un important constructeur", rapporte la Fed. Entre mi-septembre et début novembre, l'activité du géant Boeing a été paralysée par une grève affectant par ricochet ses fournisseurs, d'autant que la production dans deux usines majeures du groupe n'a effectivement repris qu'un mois plus tard. La production minière a de son côté augmenté de 1,8% après avoir reculé de 0,5% en novembre. Et la production de services d'utilité publique (notamment électricité et gaz naturel) a gagné 2,1%, soutenue par une forte progression du gaz naturel.

FINANCE

Le Royaume-Uni repousse sa nouvelle réglementation bancaire à 2027

La Banque d'Angleterre (BoE) a annoncé vendredi repousser l'application de nouvelles règles encadrant les banques britanniques à 2027, en attendant de voir comment l'administration de Donald Trump met en œuvre les accords mondiaux de Bâle aux Etats-Unis. "L'application de Bâle 3.1 au Royaume-Uni" sera "retardée d'un an", "jusqu'au 1er janvier

2027", ce qui "laisse plus de temps pour clarifier les plans de sa mise en œuvre aux Etats-Unis", détaille le régulateur des banques (PRA), branche de la BoE, dans un communiqué. L'arrivée imminente à la Maison-Blanche de Donald Trump et son programme très protectionniste font planer un doute sur l'application aux Etats-Unis de la réglementation bancaire

issue des travaux du comité de Bâle, dont 3.1 est la dernière étape. Lors de son premier mandat, le président Trump avait déjà effectué un détricotage des règles imposées aux banques après la crise de 2008. Lancée au lendemain de la faillite de la banque américaine Lehman Brothers, la réforme dite de Bâle III permet de renforcer les banques, afin que

celles-ci puissent résister à des chocs financiers sans faire appel aux contribuables pour les renflouer, comme cela avait été le cas après la crise financière. La décision de la BoE a été motivée par "l'incertitude actuelle concernant le calendrier de mise en œuvre des normes de Bâle 3.1 aux Etats-Unis" et "des considérations de compétitivité et de croissance", précise la banque centrale britannique, tout en conservant janvier 2030 comme date de mise en œuvre finale. En septembre dernier, la BoE avait déjà signalé qu'elle allégerait les règles de Bâle 3.1 en réduisant le capital supplémentaire requis pour les banques britanniques, et retarderait leur application de six mois, à janvier 2026.

ROYAUME-UNI

Le premier ministre Keir Starmer relance Donald Trump sur un accord commercial

L'ouverture de nouvelles discussions pourrait permettre à Londres d'échapper à la hausse des droits de douane promise par Donald Trump à hauteur de 10 à 20%, sur l'ensemble des produits entrant aux Etats-Unis. Le Premier ministre britannique Keir Starmer a invité vendredi dans deux entretiens au Financial Times et à Politico le président élu Donald Trump à "discuter d'un accord commercial", le graal des Britanniques depuis le Brexit, trois jours avant l'investiture de l'Américain. "Notre ambition est de conclure une forme d'accord avec les États-

Unis, un accord commercial. C'est sur ce point que nous nous concentrons", a expliqué le dirigeant travailliste au Financial Times. Depuis sa sortie de l'Union européenne, effective au 1er janvier 2021, le Royaume-Uni rêve de conclure un grand traité de libre-échange transatlantique. Mais celui-ci reste très hypothétique, Londres restant réticent à ouvrir ses frontières à certains produits américains, notamment agricoles. Si la première administration de Donald Trump était disposée à nouer un tel accord et avait même mené une série de négociations, la présidence Biden a

laissé périlcliter le processus.

Préférer le modèle économique américain à celui européen

L'un des plus anciens conseillers économiques de Donald Trump, Stephen Moore, a récemment laissé miroiter sur la BBC un accord au Royaume-Uni, mais à condition qu'il fasse le bon choix entre "le modèle économique européen plus socialiste et le modèle américain davantage basé sur un système de libre entreprise". "Il serait préférable que la Grande-Bretagne s'oriente davantage vers le mo-

dèle américain (...) cela encouragerait l'administration Trump à conclure un accord de libre-échange avec le Royaume-Uni", a-t-il dit. L'ouverture de nouvelles discussions pourrait permettre à Londres d'échapper à la hausse des droits de douane promise par Donald Trump à hauteur de 10 à 20%, sur l'ensemble des produits entrant aux Etats-Unis. "L'investiture n'a pas encore eu lieu, alors voyons quelles seront les décisions prises à ce moment-là", a tempéré Keir Starmer dans Politico, expliquant avoir "dit clairement" à Donald Trump sa volonté de conclure un accord.

NOUVEAUTÉS 2025 : CITADINES

Déferlement d'électriques avec les Alpine A290, Cupra Raval, Nissan Micra, Renault Twingo...

2^e partie et fin

● Mais il reste des moteurs thermiques pour les Fiat Grande Panda, Renault Clio

L'électrique gagne du terrain et les citadines sont particulièrement visées par le passage forcé à l'électrique en 2035. Les nouveautés sur batteries sont donc nombreuses : Alpine A290, Cupra Raval, Hyundai Inster, Nissan Micra, Renault Twingo... Mais on fait de la résistance du côté des thermiques avec la Fiat 500 qui adopte un bloc hybride, la Renault Clio 6, les Seat Ibiza et Volkswagen Polo restylées et la nouvelle Fiat Grande Panda qui est, quant à elle, dotée des deux types de motorisations.



Ce ne sera pas la seule différence avec l'Ibiza actuelle puisque ce lifting s'assortira d'améliorations techniques.

Août Renault Clio 6 (Thermique)

L'année 2025 pourrait être l'année du Losange avec la présentation de nouveaux modèles électriques (Renault 5 Turbo 3E, et Twingo E-Tech Electric). Cependant la marque ne veut pas mettre tous ses œufs dans le même panier et n'envisage plus de laisser de côté les véhicules thermiques. C'est le cas de la sixième génération de Renault Clio qui va voir le jour en 2025 pour être proposée à la vente en 2026. Pour le moment, des prototypes circulent bien camouflés, mais l'on peut se rendre compte que la partie avant s'inspire du concept car Renault Emblème qui a été dévoilé l'an dernier, alors que la partie arrière montre une ligne de toit fuyante, une lunette arrière très inclinée et une partie basse de hayon, très verticale. Sous le capot de cette auto, on trouvera des motorisations thermiques électrifiées, dont un nouveau bloc 1.2 TCE micro-hybride de 115 et 140 ch et de l'hybride auto-rechargeable de 160 ch en haut de gamme. La production de ce modèle devrait débuter en Turquie vers la fin de 2025.

Septembre Cupra Raval (Électrique)

La future Cupra Raval qui se déplace encore très camouflée sera la vraie rivale de l'Alpine A290. Comme la citadine française, elle bénéficiera d'une offre de plusieurs motorisations électriques dont une de 226 ch pour la version « VZ » la plus sportive. Avec les motorisations moins puissantes, elle pourrait afficher une autonomie de 440 km. Cette auto qui re-

prend le design des nouveaux modèles Cupra (Terramar et Tavascan), sera assemblée sur la chaîne de Martorell en Espagne. Elle va inaugurer la plateforme MEB Entry du Groupe Volkswagen qui servira également de base à la future Volkswagen ID.2. Cette base technique dispose d'un moteur placé à l'avant qui sera chargé d'entraîner les roues avant et pourrait s'aider pour cela d'un différentiel à glissement limité pour la version « VZ ».

Octobre Renault Twingo E-Tech Electric (Électrique)

On vient de découvrir au Salon de Bruxelles l'habitacle de la future Renault Twingo E-Tech. Renault devrait profiter de la fin de l'année 2025 pour présenter la version de série de cette auto en avant-première, puisque la commercialisation devrait être effective début 2026. Rappelons que cette petite auto électrique qui reprend les codes stylistiques de la première Renault Twingo commercialisée de 1993 à 2007 pourrait être vendue 20 000 € (hors bonus).

Volkswagen Polo/Restylage (Thermique)

Pour le moment Volkswagen ne pousse pas encore sa Volkswagen Polo à la retraite puisque le constructeur va lui permettre de retrouver un second souffle en la restylant une nouvelle fois. Désormais assemblée en Afrique du Sud, la « fourmi » de Volkswagen va bénéficier de l'assouplissement de la nouvelle norme Euro 7 pour reprendre du poil de la bête. Sur le plan du style, elle ne devrait pas bénéficier d'un profond lifting, mais devrait voir apparaître sous son capot une ou plusieurs motorisations à hybridation légère.



Novembre Nissan Micra (Électrique)

Un document en fuite sur le Net a donné les premiers éléments du style de la future Nissan Micra électrique qui devrait être proche, en ce qui concerne son design, de la Renault 5 E-Tech Electric. Il est vrai que la citadine japonaise aurait du mal à être complètement différente de la citadine française puisqu'elle va reprendre la même base technique, les mêmes moteurs et sera produite dans la même usine qu'elle, à Douai dans le département du Nord. Avec elle, Nissan peut s'offrir une citadine à moindre coût qui pourrait dans sa gamme recevoir plus tard une déclinaison sportive Nismo.

Volkswagen ID. 2 (Électrique)

Si la Volkswagen ID.2 est prévue pour être commercialisée en 2026, Volkswagen ne devrait pas attendre jusque-là pour présenter la voiture de série en avant-première. Cette auto utilisera la même plateforme que la Cupra Raval, la MEB Entry qui dispose d'un moteur à l'avant. Pour Volkswagen, avec l'ID.2, il s'agit de proposer une citadine à moins de 25 000 € pour qu'elle devienne populaire. Moins abordable, mais aussi plus attractive pour les conducteurs sportifs, une version GTI sera aussi du voyage et elle devrait disposer d'une motorisation électrique de 226 ch.

Décembre Fiat 500 Torino (Thermique)

Ne jamais dire jamais. C'est ce qui ressort du changement de politique de la marque Fiat qui désirait que la Fiat 500e ne soit disponible qu'en électrique. Malheureusement, face à un ralentissement des ventes des voitures électriques, le constructeur a dû revoir ses plans et la Fiat 500 s'équi-

pera en fin d'année d'un moteur thermique micro-hybride qui pourrait être le bloc 1.2 Puretech de 100 ch qu'utilise déjà la Fiat 600 Hybrid. Grâce au moteur électrique intégré à la boîte de vitesses DCS6 et alimenté en 48 volts, La petite auto pourra effectuer quelques phases de roulage en 100 % électrique, en particulier dans les embouteillages ou pour les manœuvres de stationnement. Pour bien la différencier de la Fiat 500e, la 500 hybride se nommera Fiat 500 Torino.

Renault 5 Turbo 3E (Électrique)

Un concept car, cela reste un concept car, mais celui de la future Renault 5 Turbo électrique semble si abouti que l'on imagine sans mal que la marque au losange pourrait mettre les bouchées doubles pour faire avancer ce projet. C'est pour cela qu'une présentation de la voiture de série en fin d'année, même si la commercialisation n'intervient qu'à la mi-2026, est toujours possible. Pour donner des ailes à cette auto, quitte à faire un peu d'ombre à l'Alpine A290, le constructeur envisage de doter sa Renault 5 Turbo 3E de deux moteurs électriques (provenant du SUV Alpine A390) à l'arrière pour en faire une propulsion de 500 ch et qu'elle effectue un 0 à 100 km/h en moins de trois secondes ! De plus, cette auto qui est faite de fibre de carbone répond à la nouvelle réglementation des rallyes (WRC) qui sera appliquée en 2027, rendant possible l'utilisation de voitures thermiques, hybrides ou électriques. Un retour en Championnat du monde des rallyes pour Renault en 2027 peut donc être envisagé, Luca de Meo patron du Groupe Renault avait d'ailleurs fait un appel du pied à la FIA dans ce sens, puisqu'il lui avait demandé il y a quelques mois qu'elle autorise les WRC 100 % électriques.

Les États-Unis durcissent le ton face aux voitures électriques chinoises et pas seulement...

Le gouvernement américain interdit la vente de véhicules connectés qui intègrent des technologies chinoises ou russes sur son territoire. Cette mesure, qui prendra effet entre 2027 et 2030, touche non seulement les constructeurs chinois, mais aussi les fabricants occidentaux produisant en Chine, comme Tesla, GM ou Ford.

L'administration américaine a décidé de sanctuariser son marché automobile. Le département du Commerce vient d'annoncer l'interdiction des véhicules connectés qui contiennent des composants ou logiciels chinois et russes à l'issue d'une enquête publique lancée en septembre dernier. Pas mauvais bougre pour autant, le gouvernement a décidé que la mise en application de cette nouvelle donne se fera graduellement : 2027 pour les logiciels et 2030 pour les équipements. Un renvoi d'ascenseur après que la Chine a ouvert les hostilités en annonçant de nouvelles restrictions sur les composants des batteries ?

La cybersécurité au cœur des préoccupations américaines

Selon Gina Raimondo, secrétaire au Commerce sortante : « Les voitures ne sont plus simplement de l'acier sur roues, ce sont des ordinateurs. Elles ont des caméras, des micros, des dispositifs GPS et d'autres technologies connectées à Internet ». Ces systèmes connectés représentent des points d'entrée potentiels pour la collecte de données sensibles. Le département du Commerce a donc établi de nouvelles règles pour protéger la vie privée des citoyens américains et la sécurité nationale. L'objectif : empêcher l'accès aux informations sensibles par des « adversaires » via ces technologies embarquées.



L'émergence des systèmes d'aide à la conduite et de conduite autonome augmente les risques d'interventions extérieures non désirées sur les véhicules en circulation. Les constructeurs devront désormais se passer de tout équipement

ou logiciel provenant de fournisseurs « ayant un lien suffisant avec la Chine ou la Russie ». Cette mesure complète une décision précédente : depuis le 27 septembre, les voitures électriques importées de Chine sont taxées à 100 %,

rapportent nos confrères du Figaro. Les USA sont bien plus sévères que l'Europe, qui ne portait cette taxe qu'à « seulement » 38,1 % maximum.

Un impact considérable sur l'industrie automobile mondiale

Toutefois, cette guerre économique sur fond de géopolitique pourrait provoquer des victimes collatérales. En effet, il se trouve que cette nouvelle réglementation bouleverse l'ensemble du secteur automobile.

Si aucune voiture connectée chinoise n'est actuellement commercialisée aux États-Unis, plusieurs constructeurs occidentaux sont directement concernés. Volvo, contrôlé par le groupe chinois Geely, Polestar, Buick (General Motors) et Lincoln (Ford) vendent des véhicules fabriqués en Chine sur le marché américain. Tesla produit également des voitures électriques en Chine pour l'exportation.

Les constructeurs devront réorganiser leurs chaînes d'approvisionnement pour se conformer à ces nouvelles exigences. Seul le constructeur chinois BYD, qui vend des autobus en Californie, n'est pas touché par cette mesure qui ne concerne que les véhicules particuliers. En effet, le département du Commerce reconnaît vraisemblablement la complexité de la chaîne d'approvisionnement pour les bus et les camions, et prévoit donc des règles spécifiques pour ces véhicules.

La Cour Suprême a voté : c'en est fini pour TikTok qui disparaîtra bien dimanche aux USA !

TikTok comptait beaucoup sur son recours devant la Cour suprême. Mais le tribunal ne lui a pas donné raison. La question du dossier TikTok est dorénavant brûlante aux États-Unis, où une loi qui devrait entraîner à terme son bannissement doit prendre effet à la fin de la semaine. L'application chinoise, qui a pourtant reçu depuis le soutien de Donald Trump, espérait pouvoir faire rejeter cette loi, ou du moins obtenir sa suspension, de la part de la Cour suprême. Malheureusement pour elle, les juges américains en ont décidé autrement.

Le recours de TikTok rejeté par la Cour suprême

On l'avait senti venir ces derniers jours. La Cour suprême des États-Unis n'a finalement



pas suivi TikTok dans son argumentation selon laquelle la loi qui va l'empêcher d'opérer correctement était une façon de bafouer le droit à l'expression des citoyens américains. Les neuf juges ont approuvé à l'unanimité une décision de rejet du pourvoi de TikTok. L'application n'a donc plus d'autre choix que de se soumettre à cette loi, si jamais elle est appliquée par la prochaine administration Trump, ou bien, comme certaines rumeurs l'indiquent, de simplement cesser de fonctionner dimanche.

La loi ne viole pas le premier amendement

« Il ne fait pas de doute que, pour plus de 170 millions d'Américains, TikTok offre un important mode d'expression, d'interaction et d'appartenance

à une communauté. Mais le Congrès a établi que sa cession était nécessaire pour répondre à ses inquiétudes bien fondées en matière de sécurité nationale » ont expliqué les juges dans leur arrêt. Il sera donc nécessaire pour les magasins d'applications de faire disparaître TikTok à partir du 19 janvier. Du côté du ministère de la Justice des États-Unis, on salue une décision conforme aux intérêts du pays. « Cette législation vise à couper les liens entre TikTok et le gouvernement de Pékin d'une manière conforme à la Constitution » avant d'ajouter que « la phase suivante de cet objectif – appliquer la loi et en garantir le respect après son entrée en vigueur le 19 janvier – est un processus qui s'étalera dans le temps. »

Mots fléchés

Plan topographique	↕	Cannelures	↕	Trompé	↕	Enzyme	↕	Il peut être carré	↕	Cocoter	↕	Emprunt	↕
Garanties financières												Dédaigné	
↳								Bouteille		Usagé	→	↓	
Harassé		Enveloppes de tissu		Pluie de glace		Milieu naturel	→	↓					
		↓		↓		Arme blanche							
↳						↓	Religieux retirés		Fleuve côtier français	Éructation	→		
Salé et fumé	→				Sité classé par l'UNESCO en Jordanie		↓		↓	Antécédent		Béryllium	→
Allongé													
↳					Vagabondage	→							Pièces de vaisselle
Vraiment	→										Acide ribonucléique	Vigueur	↓
Office religieux													
↳					Écrivain français (André)	↓	Germandrées		A l'intérieur du lieu		↓	↓	
Souffreteuses	Affolée	Règle	Présage	Après ci	↓			Rodés	→				
	↓	↓	↓	Serré									
↳				↓					Jésus le Nazaréen, roi des Judéens	→			
Lieu de pèlerinage	→							Ustensile de cuisine	Partouses		Fer	→	
											Nabab		
Perçants	→						Partisan	↓	↓		↓	Fête chrétienne	
							Petit tour						
Territoire arabe		Griseries		Ville belge	Colores	Cours d'eau en montagne	→						
↳		↓		↓	↓	Désert	→			Patriarche biblique	→		
						Boisson gazeuse							
Lamoutes	→					↓	Énumérations	→					
Métal							Regardé						
↳			Souillée	→			↓			Pronom personnel	→		Oubliée
										Singe			
Système de freinage	Vaste	→						Qualité d'huile	→	↓		Boutons d'ados	↓
	Mélange de terre plus eau							Bloqua					
↳	↓		Un revenu de solidarité	→			Possessif	↓	Vieux transport en commun	→		↓	
			Plante fourragère										
Risques	→		↓		Terre divine	Étendue d'eau	→				Avant git	→	
Siffler						Pour remplacer					Dedans		
↳				Gardien de but	↓	↓			Ville du Pas-de-Calais	→	↓		
Arbre mécanique	→						Attirée	→					

ACCIDENTS DE LA ROUTE

13 morts et 290 blessés en 48 heures

Treize (13) personnes sont décédées et 290 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus au cours des dernières 48 heures à travers plusieurs wilayas, indique samedi un communiqué de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Tamanrasset avec 9 morts et 5 blessés suite à une collision entre deux véhicules dans la daïra d'Abalssa, précise la même source. Par ailleurs, les éléments de la Protection civile sont intervenus pour prodiguer des soins de première urgence à 33 personnes intoxiquées par le monoxyde de carbone émanant d'appareils de chauffage et chauffe-eau à l'intérieur de leurs domiciles respectifs dans plusieurs wilayas. La même source a déploré le décès de 3 personnes à cause du même gaz à l'intérieur de leurs domiciles dans les wilayas d'El Bayadh, Tébessa et Tiaret.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Dimanche 19 janvier 2025 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



BANQUE MONDIALE

La croissance mondiale stable en 2025 et 2026, mais à un niveau faible

La croissance mondiale devrait rester stable cette année et l'année prochaine, mais à un niveau qui reste historiquement faible, a estimé jeudi la Banque mondiale (BM), qui s'inquiète en particulier du rythme relevé dans les pays en développement. Selon son rapport de prévision sur l'économie mondiale, la croissance devrait atteindre 2,7% ces deux prochaines années, totalement en ligne avec l'année écoulée, un niveau qui reste inférieur à ce qu'il était avant la pandémie de Covid-19. Plus encore, les prévisions de croissance pour les pays en développement devraient être les plus faibles enregistrées depuis 2000, à un niveau "inférieur à ce qui serait nécessaire pour réduire la pauvreté et atteindre les principaux objectifs de développement mondiaux", s'est inquiétée l'institution. "La majorité des éléments qui avaient aidé à leur développement se sont peu à peu dissipés et ils doivent désormais affronter de nombreux vents contraires", a souligné le chef économiste de la BM, Indermit Gill, qui appelle ces pays à "envisager une nouvelle approche en accélérant l'investissement privé et en promouvant un usage plus efficace des talents et du capital". Signe de ce ralentissement, le PIB par habitant des pays en développement a progressé en moyenne de 0,5 point de pourcentage de moins par an depuis 2014 que ce qui a été observé dans les pays développés, ce qui vient renforcer l'écart entre riches et pauvres, s'inquiète la Banque. L'une des difficultés vient de l'augmentation des restrictions au commerce international, qui ont été en cinq fois plus nombreuses que l'année écoulée que la moyenne de ce qui a pu être réalisé en la matière sur la décennie 2010. Régionalement, la croissance est attendue en ralentissement en Asie de l'Est et Pacifique ainsi qu'en Europe et Asie centrale, avec dans les deux cas la même cause: une demande intérieure faible autant en Chine que dans les pays européens. A l'inverse, l'Amérique latine, le Proche-Orient et l'Afrique du Nord ainsi que l'Afrique subsaharienne vont justement profiter d'une demande plus forte pour connaître une croissance plus robuste. Comme le rapport sur les prévisions économiques mondiales (WEO) du Fonds monétaire international (FMI), dont la prochaine actualisation sera publiée vendredi, la Banque mondiale souligne l'écart grandissant entre les Etats-Unis, où la croissance reste solide, et la zone euro, qui continue de tourner au ralenti. Quant à la Chine, si sa prévision de croissance s'améliore pour 2025, elle reste tout de même sur une tendance de ralentissement, passant progressivement de 5,1% de croissance en 2023 à 4% attendu en 2026. A l'inverse, l'Inde se maintient à un niveau de croissance élevé (6,7% attendu en 2025 et 2026) mais qui pourrait s'avérer encore insuffisant compte tenu des besoins de développement du pays.

INTEMPÉRIES

Plusieurs routes coupées en raison de l'accumulation de la neige



Plusieurs routes nationales et chemins de wilaya ont été coupés à la circulation en raison de l'accumulation de la neige et de la montée des eaux dans plusieurs wilayas du pays, a indiqué samedi un communiqué des services de la Gendarmerie nationale concernant l'état des routes. L'accumulation de la neige a entraîné la fermeture de la RN 33, dans son tronçon reliant les wilayas de Bouira et de Tizi Ouzou, au niveau de Tikjda (commune d'El Asnam) et d'Akouker (commune de Bechloul), de la RN 30 reliant les wilayas de Bouira et de Tizi Ouzou, au niveau de Tizi N'Kouilal (commune de Saharidj) et de la RN 15 reliant les wilayas de Bouira et de Tizi Ouzou, au niveau du Col de Tirourda (commune d'Aghbalou), ont indiqué les services de la Gendarmerie nationale. Dans la wilaya de Tizi Ouzou, l'accumulation de neige a causé la fermeture de la RN 33, dans son tronçon reliant la commune d'Aït Boumahdi et la localité d'Assoul, de la RN 15 reliant les wilayas de Bouira et de Tizi Ouzou, à hauteur du Col de Tirourda (commune d'Iferhounène) et du CW 253 reliant Béjaïa et Tizi Ouzou, à hauteur du Col de Chellata (commune d'Illiltén). Dans la wilaya de Tébessa, l'ac-

cumulation de la neige a entraîné la fermeture de la RN 82 reliant Tébessa et Souk Ahras, au niveau du Col de Gouray (commune d'El Kouif) et de Mechta Ziat (commune de Aïn Zerga). A Khenchela, le CW 172 reliant la commune d'Achemloul et Bouhmama est également fermée en raison de l'accumulation de la neige. Plusieurs routes et chemins de wilaya sont également fermés dans les wilayas de Skikda et d'Annaba en raison de la montée des eaux suite aux fortes précipitations qui se sont abattues sur ces régions, notamment la RN 44 reliant Skikda et Annaba, au niveau de Oued El Kahdi (commune de Beni Bechir), le CW 8 reliant Skikda et Annaba, au niveau de la commune d'El Marsa, et le CW 12 reliant les communes de Larbi Ben M'hidi et de Flifla, au niveau de la commune de Larbi Ben M'hidi. A Jijel, la montée des eaux a entraîné la fermeture du CW 135A reliant les communes de Ouled Asker et de Chekfa, au niveau de la commune de Chekfa.

La Protection civile prête assistance à plus de 200 personnes en 24H

Les services de la Protection civiles ont

BLIDA

Perturbation de la distribution d'eau dans cinq communes

Une perturbation de la distribution d'eau potable est enregistrée samedi dans cinq (5) communes de la région Est de la wilaya de Blida en raison des intempéries, a-t-on appris auprès de l'unité locale de

l'Algérienne des eaux (ADE). Cette perturbation dans la distribution d'eau potable concerne cinq (5) communes, à savoir Bougara, Ouled Slama, Hammam Melouane et Chebli, en plus des cités AADL du pôle de

Sidi Serhane, dans la commune de Bouinane. Elle est due à un arrêt forcé de la production au complexe hydraulique de Megtaâ Lezreg, dans la commune de Hammam Melouane, en raison de la turbidité élevée des eaux

causée par les intempéries, a expliqué la même source. L'ADE de Blida a rassuré ses abonnés quant à la reprise du programme habituel de distribution d'eau potable dès la remise en service du complexe hydraulique.

GECF

Hausse des exportations du GNL en décembre 2024

Les exportations du gaz naturel liquéfié (GNL) provenant des membres du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF) ont augmenté de 1,5% en décembre dernier, pour atteindre 17,59 millions de tonnes (Mt), a indiqué l'organisation dans son rapport mensuel publié jeudi. Il s'agit des exportations les plus élevées du GECF depuis janvier 2024 et d'un record pour le mois de décembre, selon le rapport publié sur le site-web du forum, précisant que 67 % de ces exportations ont été livrées à l'Asie-Pacifique (contre 71 % le même mois l'année dernière) et 29 % à l'Europe, tandis que le reste a été destiné

aux pays de l'Amérique latine, des Caraïbes et de la région MENA. Globalement, les exportations mondiales du GNL ont atteint en décembre dernier, un niveau record de 38 Mt, en hausse de 2,6 % sur un an, souligne le rapport ajoutant que les Etats-Unis, l'Australie et Qatar restaient les principaux exportateurs. S'agissant de la consommation du gaz, elle a enregistré sa quatrième augmentation annuelle consécutive dans les pays de l'Union européenne (UE), pour atteindre 40 milliards de mètres cubes, soit une hausse de 9%, après sept mois de baisse continue.

tateurs. S'agissant de la consommation du gaz, elle a enregistré sa quatrième augmentation annuelle consécutive dans les pays de l'Union européenne (UE), pour atteindre 40 milliards de mètres cubes, soit une hausse de 9%, après sept mois de baisse continue.

tateurs. S'agissant de la consommation du gaz, elle a enregistré sa quatrième augmentation annuelle consécutive dans les pays de l'Union européenne (UE), pour atteindre 40 milliards de mètres cubes, soit une hausse de 9%, après sept mois de baisse continue.